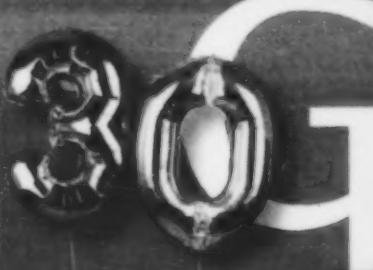


MAI-JUIN 2009



Gazette

DES FEMMES

www.gazettedesfemmes.com

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

L'ÉGALITÉ
TOUJOURS
EN TÊTE!

30 ans d'action
pour et par les
femmes, vus par
la journaliste
Ariane Émond



Envoi de Poste publications - N° de convention : 40069512 - Port de retour garanti
Service aux abonnements : 4380, rue Garland, Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3
Mai Juin 2009 - Vol. 31, n° 1 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

DOSSIER 1



Rétrospective en deux temps

6 30 ans et toutes ses dents

Ariane Émond a scruté à la loupe les quelque 175 numéros de la Gazette des femmes pour nous rappeler les grands enjeux féministes des trois dernières décennies.

12 La Gazette sous analyse

Débats de fond ou tendances de l'heure? La Gazette des femmes a traité de thèmes et d'enjeux sur des tons et des rythmes différents. Si la forme a changé, le fond est souvent demeuré intact, comme en témoignent les travaux d'analyse d'étudiants en sociologie. Trois thématiques. Trois perspectives.

DOSSIER 2



Stéréotypes? Présents!

17 Les stéréotypes dans le rétroviseur

Ils sont traqués et dénoncés depuis 30 ans. Pourtant, leur présence insidieuse requiert encore une vigilance de tous les instants. La chasse aux stéréotypes demeure ouverte.

21 Bien enracinés, ces clichés

Les stéréotypes prennent racine dans la plus tendre enfance, nous formatant en femme ou en homme, dictant à notre cerveau les attitudes qu'il convient d'adopter. De l'espérance à l'horizon? Oui, mais il faudra du temps, encore!

DOSSIER 3

Enjeux d'avenir

26 La relève féministe

Les féministes X et Y, il y en a! Des jeunes femmes déterminées à militer sur le chemin de l'égalité des sexes en définissant leurs propres façons de faire.

29 Le budget de genre : juste et équitable

La dimension du genre dans les analyses de politiques fiscales : une essentielle à l'égalité économique entre les femmes et les hommes.

32 La conscience verte

Malgré jamais préoccupées par l'environnement, des Québécoises déplient des moyens concrets pour freiner sa détérioration.

RUBRIQUES



L'égalité toujours en tête

● La *Gazette des femmes* souffle 30 bougies cette année. ● Comment cette publication a-t-elle traversé les époques tout en demeurant aussi pertinente? Bien sûr, si l'égalité entre les femmes et les hommes était atteinte, son bien-fondé aurait sans doute déjà été remis en question. Mais d'autres motifs expliquent sa présence constante. Parmi eux, la volonté du Conseil du statut de la femme de maintenir la publication d'un magazine traitant de la situation des femmes au Québec, ainsi que la détermination de ses artisans à poursuivre une mission et à marteler sans relâche le même message. Alimentées par les luttes pour les droits des femmes menées au sein de la société québécoise et ailleurs dans le monde, les efforts de dizaines de collaboratrices engagées – journalistes ou employées du Conseil – ont été déterminants pour rendre compte de la condition féminine pendant ces 30 années. Et ce labeur était porté par une idée maîtresse : l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Depuis sa création en 1979, la *Gazette des femmes* s'est brillamment acquittée de son mandat premier en demeurant l'outil de communication principal du Conseil. Au fil des ans, cette publication institutionnelle a transmis à la population une information vitale sur les enjeux liés à l'égalité des sexes, contribuant grandement à l'évolution des droits des femmes.

Ce numéro anniversaire vous propose de revoir en accéléré les principaux jalons de la lutte des femmes pour l'égalité. Un parcours souvent semé d'embûches, parfois pavé d'avancées significatives. Premier arrêt suggéré : un bilan détaillé des thèmes abordés dans la *Gazette*. Loupe en main, la journaliste Ariane Émond relate les grands moments du combat

des femmes pour l'égalité au Québec, examinés à travers le prisme de la *Gazette des femmes*. À cette fouille s'ajoute le regard analytique de deux étudiantes et d'un étudiant de baccalauréat au Département de sociologie de l'UQAM sur un sujet traité par la *Gazette* à différentes époques. Un travail réalisé sous la supervision de Francine Descarries, professeure à ce même département et coordonnatrice de la recherche à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, et rendu possible grâce à l'étroite collaboration d'un comité de sélection formé de collaboratrices

les plus vieux clichés du monde. Si certains sont de nature à faire sourire – semblant tout droit sortis d'un siècle lointain –, d'autres demeurent encore bien ancrés, et leurs effets, tangibles. Ces articles sont malgré tout porteurs d'espérance. Car faute de pouvoir affirmer que la lutte contre les stéréotypes est terminée, ils auront à tout le moins le mérite – souhaitons-le – de ramer en chacune de nous cette volonté de s'affranchir du plus grand nombre de comportements socialement construits, tant pour nous que pour nos enfants et nos petits-enfants.

En conclusion de parcours, on s'arrête sur des enjeux qui risquent fort de marquer l'air du temps de la prochaine décennie. Précurseure dans l'âme, la *Gazette* a osé faire le pari de la relève féministe, de l'environnement et du budget sensible au genre. Un choix audacieux qui a donné lieu à des textes inspirants sur la pluralité des accents qui teintent le féminisme des jeunes, sur le lien qui unit les femmes à l'environnement et sur la raison d'être du budget sensible au genre. Car si de plus en plus de Québécoises se sont affranchies de la tutelle masculine et disposent librement du fruit de leur labeur, l'égalité économique requiert davantage. Le budget sexospécifique s'annonce un outil juste et équitable.

À 30 ans, mûre et toujours pleine de vie, la *Gazette* se dévoile et met au jour trois décennies de luttes, d'avancées, de reculs aussi.

– anciennes et actuelles – de la *Gazette des femmes* : Josée Boileau, directrice de l'information au quotidien *Le Devoir*, Louise Desautels, rédactrice en chef du magazine *Contact* de l'Université Laval, Elaine Hémond, directrice déléguée du Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Pascale Navarro, journaliste indépendante, et Jocelyne Richer, journaliste à *La Presse Canadienne*.

Deuxième escale proposée : une retrospective de l'un des sujets les plus assidûment traités dans la *Gazette*, la chasse aux stéréotypes. Pour le meilleur et pour le pire, les textes *Bien enracinés, ces clichés* et *Les stéréotypes dans le rétroviseur* vous remémorieront

À 30 ans, mûre et toujours pleine de vie, la *Gazette des femmes* se dévoile et met au jour trois décennies de luttes, d'avancées, de reculs aussi. Autant de souvenirs qu'il serait à propos de partager avec vos enfants, vos parents, vos copines, vos amis, votre voisinage, afin que notre société garde toujours en tête que l'égalité entre les femmes et les hommes doit être appliquée partout, en tout temps. ::

Nathalie Bissonnette
Rédactrice en chef

LE WEB AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

- Le Conseil du statut de la femme (CSF) souligne en 2009 le 30^e anniversaire de la *Gazette des femmes*. Au fil des ans, ce magazine est demeuré l'outil de communication privilégié du Conseil afin qu'il accomplisse l'un des volets de sa mission, soit informer la population sur les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes. Au cours des 30 dernières années, de nombreux articles de fond parus dans la *Gazette des femmes* ont contribué à l'évolution des droits des femmes. Ceux qui y paraîtront dans l'avenir joueront sans doute un rôle important dans la concrétisation de l'égalité de fait au Québec.

Pendant toutes ces années, nous avons pu compter sur vous, fidèles lectrices. Ce soutien témoigne de la pertinence du magazine et encourage notre équipe à continuer de le faire progresser.

Le CSF a décidé de saisir cette occasion qui représente un 30^e anniversaire pour actualiser la *Gazette des femmes*, afin d'accroître son rayonnement. Notre souci est d'informer un plus large public sur les enjeux entourant l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons aussi à cœur de transmettre aux plus jeunes générations les valeurs qui découlent de notre mission.

Dans cette perspective, il devenait essentiel de rendre la *Gazette des femmes* accessible gratuitement sur le Web. La gratuité du magazine assurera un accès élargi à l'ensemble de la population et sa diffusion dans l'univers virtuel encouragera les jeunes à le consulter. Ainsi, dès septembre prochain, il sera possible de télécharger directement la *Gazette des femmes* en se rendant au www.placealegalite.com, la nouvelle porte d'entrée du site du Conseil du statut de la femme. Le magazine ne sera alors plus distribué en kiosque.

En tant qu'abonnées, vous continuerez de recevoir une copie papier du magazine jusqu'à la fin de votre abonnement*. Vous pourrez en plus le consulter en version électronique.

Nous sommes convaincues que ces changements, qui s'appuient sur la tendance observée dans le milieu des magazines, permettront d'augmenter le rayonnement de la *Gazette des femmes*. Ce nouveau mode de diffusion permettra également de réduire sensiblement l'usage de papier, conformément au plan d'action de développement durable du Conseil. Aussi le CSF amorce-t-il ce tournant avec la volonté de mieux remplir son mandat d'information et de contribuer à l'avancement vers l'égalité pleine et entière entre les Québécoises et les Québécois. ::

La Direction des communications
Conseil du statut de la femme

Vous pouvez dès maintenant visiter le

www.placealegalite.com

pour vous inscrire à une liste d'envoi afin d'être informée de la mise en ligne de chaque numéro de la *Gazette*.

Mot de la photographe

C'est à 21 ans, fraîchement sortie de l'école de photographie, que j'ai reçu mon premier contrat magazine. Nous étions en 1990 et la rédactrice en chef de la *Gazette des femmes*, Catherine Lord, m'avait commandé trois portraits. Je me souviens de la fébrilité qui m'animait, dans la chambre noire, en développant mes négatifs, et du soin que j'avais mis à agrandir mes photos pour les envoyer à Québec par courrier express. En 20 ans, des femmes merveilleuses ont croisé ma lentille. La *Gazette* a été mon premier client, et de loin le plus fidèle. Je suis fière de signer cette page couverture ayant pour modèle Ariane Emond, l'une de mes idoles féministes.

Caroline Hayeur / Agence Stock Photo



Gazette
DES FEMMES

MAI/JUIN 2009 VOL. 31, N° 1

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme.

LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC en sont l'éditeur.

- **RÉDACTRICE EN CHEF**
Nathalie Bissomme
- **RÉDACTRICE-RÉVISURE**
Sophie Marcotte
- **CORRECTRICES D'ÉPREUVES**
Sophie Marcotte et Anne Paré
- **RÉALISATION GRAPHIQUE**
Jean-Laurence Jalbert
- **ADJOINTE ADMINISTRATIVE**
Géraline Lafrenière
- **PHOTOGRAPHIE EN COUVERTURE**
Caroline Hayeur / Agence Stock Photo
- **IMPRESSION**
Offset Beaure
- **MARKETING ET PUBLICITÉ**
Géraline Lafrenière, tél. 418 643-4326
ou 1 800 463-2851
- **COURRIEL**
gazette@csf.gouv.qc.ca
- **SITE INTERNET**
www.gazettedesfemmes.com
- **ABONNEMENTS, CHANGEMENTS D'ADRESSE
ET RETOURS POSTAUX**
Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380, rue Garand, Saint-Laurent
(Québec) H4R 2A3
Tél. 1 800 665-5372
Téléc. 514 333-9795
- **COURRIEL ABONNEMENTS**
gazettedesfemmes@quebecorworld.com

Dépôt légal 2^e trimestre 2009

ISSN 0704-4550

© Gouvernement du Québec

Les articles publiés dans la *Gazette des femmes* sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.

La *Gazette des femmes* se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.

Poste-publications — N° de convention 40069512

Conseil du statut
de la femme

Québec



Christiane Pelchat

Un budget n'est jamais neutre!

• **S**i le Québec figure parmi les sociétés les plus égalitaires dans le monde occidental, la vigilance demeure toujours très bonne conseillère, surtout au moment de l'élaboration du budget de l'État. Le 11 mars dernier, le Conseil du statut de la femme rendait publiques ses attentes à cet égard. Des préoccupations que certains de nos détracteurs n'ont pas tardé à discredit, usant de désinformation, voire de démagogie. Comme quoi il devient de plus en plus difficile de parler des problématiques sociales sous l'angle féministe. Qu'a cela ne tienne! Le Conseil a le devoir de promouvoir et de défendre les droits et les intérêts des Québécoises, et à plus forte raison parce qu'un budget n'est jamais neutre!

Le budget est la plus grande politique publique adoptée par l'Assemblée nationale. Cet exercice est l'expression par excellence des choix que le gouvernement fait pour la société. Le Conseil se prononce toujours pour mesurer en quoi cette politique publique répond à la volonté clairement exprimée de l'État d'assurer l'égalité des sexes. Rappelons-nous que la politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, adoptée en 2007, vise à permettre aux femmes d'être des citoyennes à part entière qui prennent une part active à la vie économique du Québec tout en faisant le choix ou non d'avoir des enfants, et de sortir de la pauvreté qui, malheureusement, caractérise encore la situation de nombreuses Québécoises.

Les statistiques témoignent des effets immédiats de la crise économique sur les emplois occupés par les hommes. Nous sommes sensibles à cette situation ainsi qu'aux besoins des hommes qui ont perdu leur travail. Toutefois, il faut se rappeler que les femmes ont aussi perdu beaucoup d'emplois dans le secteur textile; elles doivent être incluses dans les plans de relance économique. Les stéréotypes et les préjugés ont la vie

dure et empêchent encore des femmes de bénéficier des mêmes droits et possibilités que les hommes. Voilà pourquoi nous avons demandé au gouvernement de s'assurer que l'argent public alloué serve aussi pour les femmes.

Le gouvernement a fait le choix d'investir dans les infrastructures pour stimuler l'économie et créer des emplois. Il a prévu dépenser plus de 45 milliards de dollars en travaux d'infrastructure d'ici cinq ans. Certes, cette décision répond à un besoin urgent de réfection des routes, des viaducs et des ponts. Mais nous n'apprenons rien à personne en soulignant que les emplois dans le secteur de la construction sont occupés à près de 90 % par des hommes. Ce que le Conseil demande au gouvernement, c'est qu'un programme d'accès à l'égalité soit déployé dans ce secteur pour y augmenter le nombre de femmes et que des mesures soient mises en place pour favoriser leur rétention. L'idée étant de maximiser les effets de ces investissements de sorte qu'ils servent à la fois les objectifs de relance économique et ceux de la poursuite de l'égalité entre les femmes et les hommes. La Commission de la construction du Québec est déjà sensible à l'objectif d'intégrer des femmes et de les maintenir en emploi dans le secteur de la construction.

Bien que depuis 15 ans, la participation des femmes au marché du travail rémunéré augmente fortement, leur taux d'activité est toujours inférieur à celui des hommes par 10 points de pourcentage dans plusieurs régions, dont Montréal. Mais le tableau n'est pas entièrement sombre. Grâce à la mise sur pied de services de garde subventionnés et d'un régime d'assurance parentale inégalé en Amérique du Nord, les choix du gouvernement auront favorisé l'accès des femmes au marché du travail. Et lorsque les femmes ont la possibilité de travailler et de compter sur une sécurité financière, elles font plus facilement

le choix d'avoir des enfants. Résultat? Aujourd'hui, 80 % des mères d'enfants de moins de 6 ans sont sur le marché du travail.

Le Conseil salue également la décision de maintenir les services et les programmes sociaux. Ces dépenses continueront de contribuer à l'atteinte de l'autonomie financière des Québécoises. De même, nous avons accueilli avec satisfaction la décision de maintenir la cible de 220 000 places en services de garde subventionnés d'ici la fin de 2010, la construction de 3000 logements sociaux additionnels, l'investissement de 170 millions de dollars pour la rénovation et l'amélioration des logements, et l'injection de 10 millions de dollars visant à améliorer les maisons d'hébergement pour les victimes de violence conjugale.

Finalement, des routes et des ponts, oui! Mais en mobilisant les femmes comme travailleuses pour qu'elles profitent aussi de l'argent investi en travaux d'infrastructure aux côtés des hommes. La controverse entourant notre demande a eu le mérite de souligner l'importance de tenir compte de la main-d'œuvre féminine dans la relance économique. Elle a aussi mis en évidence la très grande place laissée au virulent discours anti-féministe dans les médias de masse.

30 ans!

En cette année anniversaire de la *Gazette des femmes*, je tiens à souligner l'apport engagé et authentique des nombreuses collaboratrices qui, au fil des 30 dernières années, ont su insuffler à notre publication la passion nécessaire à l'avancement de cette cause commune: l'égalité entre les femmes et les hommes. Bon anniversaire la *Gazette*!

Christiane Pelchat
Présidente
Conseil du statut de la femme

30 ANS



ET TOUTES SES DENTS

Les décennies anniversaires sont des pierres blanches sur la ligne du temps.

Des repères. La journaliste Ariane Émond a scruté le rétroviseur de la *Gazette des femmes* afin de rappeler comment le magazine a traité les grands enjeux féministes depuis 1979. Quel miroir avons-nous tendu à nos lectrices ? Avons-nous porté des lunettes trop roses... ou trop noires ?

par Ariane Émond

Difficile, pour une Québécoise féministe dans la cinquantaine, d'évoquer sans nostalgie les années 1970, quand l'air du temps fleurait la révolte et l'espoir. Oh oui, je me souviens ! De la fougue de la lutte pour l'avortement : « Nous aurons les enfants que nous voulons ! » Des rebelles du Front de libération des femmes : *Québécoises debout !* De l'effet percutant de la série *En tant que femmes* de l'ONF. De la création du Conseil du statut de la femme en 1973. Des grands forums télé de *Femmes d'aujourd'hui* (1965-1982). Des imprévisibilités salutaires d'*Appelez-moi Lise* (1972-1975). Des manifs colorées, des livres et des premiers périodiques féministes, des chansons et autres *Fées ont soif...* Et, en octobre 1978, de la politique *Pour les Québécoises, égalité et indépendance*. Une véritable bible, à laquelle une centaine de groupes de femmes avaient contribué.

La *Gazette des femmes* naît dans ce climat en 1979, alors que la cause des femmes galvanise des milliers de Québécoises, surtout des jeunes qui ne mâchent plus leurs mots. Et pourtant, ces féministes des *seventies* n'ont pas

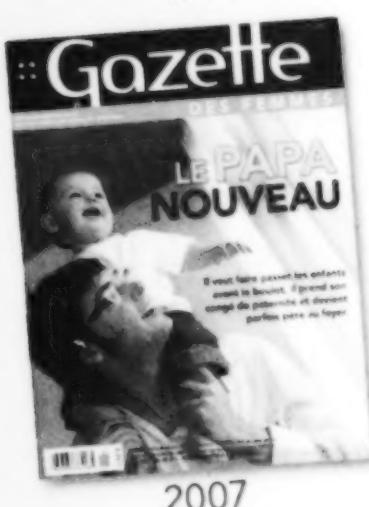
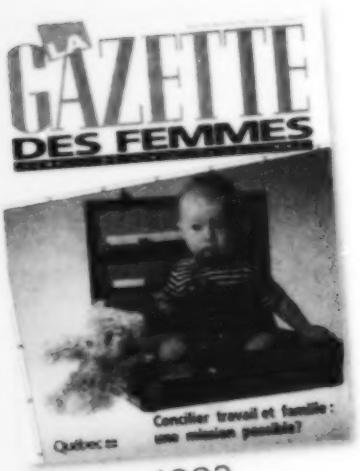
forcément la cote. Malgré des manifs spectaculaires et quelques tribunes médiatiques, elles sont minoritaires et dépréciées par la population. Dans

La *Gazette des femmes* naît dans ce climat en 1979, alors que la cause des femmes galvanise des milliers de Québécoises, surtout des jeunes qui ne mâchent plus leurs mots.

le premier numéro de la *Gazette*, un billet intitulé *Euphémismes* dénonce les clichés éculés – « folles », « exécrables » – lancés aux féministes... par d'autres femmes. Fait plus rare, on riait aussi les bêtises répétées au nom même du féminisme. Réjouissant.

En 1982, la présidente du CSF, Claire Bonenfant, écrit : « Le féminisme est-il une maladie honteuse ? » Elle s'étonne des propos d'étudiants et d'étudiantes persuadés, déjà (!), que le féminisme est dépassé. « Le féminisme n'est pas mort, il s'impatiente. De n'avoir pas encore, entre autres, les moyens d'un féminisme efficace. » Comme elle, les présidentes suivantes n'hésiteront pas à se prononcer fermement sur des sujets controversés : technologies de reproduction, équité salariale, port du hijab...

Publication gouvernementale, la *Gazette* a toujours eu des limites à respecter. Plus de 175 numéros au compteur et quelque 10 000 articles plus tard, la porte-parole du CSF inspire le respect. Depuis quelques années, elle a décollé son look sage. Quatre *liftings*, une mise en page plus jazzée, des textes généralement solides : elle est un poids lourd de la presse féminine. Son contenu, hier surtout local, a pris le virage planétaire. Depuis 30 ans, la *Gazette des femmes* stimule et documente le nouvel équilibre social qui s'installe entre les sexes, dans ce qui apparaît comme une foudroyante



révolution inachevée. Des femmes, surtout, y tiennent le crachoir, et le féminisme y garde ses lettres de noblesse. Pourtant, beaucoup plus d'hommes qu'on ne le croit y nourrissent la réflexion. Mais, admettons-le, le ton général de la *Gazette* est sérieux, les arguments béton prévalent sur l'utilisation de l'ironie décapante. C'est un choix qui se défend.

Artisane du magazine féministe d'actualité *La Vie en rose* (1980-1987), j'ai été parallèlement une lectrice régulière de la *Gazette*, plusieurs fois collaboratrice. Pour évaluer son traitement des enjeux, il me fallait choisir sur quoi poser le regard. Terrible dilemme ! Tout a été traité, sous bien des angles et à différentes époques. De la place des immigrantes au retour de la tendance pi oune, de la résurgence de la valeur famille chez les jeunes à la montée des fundamentalismes religieux, de la violence féminine (vous avez bien lu !) au blues identitaire des gars, il y a de quoi se mettre sous la dent ! J'ai choisi comme lorgnette deux enjeux phares qui ont galvanisé le mouvement des femmes : l'autonomie financière et le contrôle de notre sexualité. Enjeux valises, c'est vrai, qui en cachent plusieurs autres.

Le credo de l'autonomie

Dans les manifs des années 1980, on scandait : « La patience des femmes a fait la force des hommes ! » La conquête de l'autonomie financière est le mantra des féministes et leur valeur refuge. Pas de liberté ni d'épanouissement sans argent à soi. La *Gazette* valorise celles qui envahissent le marché du travail, bien que plusieurs milliers de mères soient toujours déchirées. Sans relâche, les articles encouragent les femmes à quitter les ghettos d'emplois traditionnels qui les pénalisent financièrement et leur offrent peu de mobilité sociale. On pose les questions qui tuent, encore : Pourquoi les femmes valent-elles moins, en salaire et en reconnaiss-

sance sociale ? Pourquoi la majorité piétine-t-elle ? Pourquoi, malgré les succès scolaires des filles, seulement 20 % d'entre elles deviennent-elles des professionnelles ? Pourquoi la disparité salariale augmente-t-elle avec la qualification ?

La grande affaire, pendant longtemps, c'est la promotion des emplois non traditionnels, auxquels on prête bien des vertus. Ah ! Devenir conductrice de métro, mécanicienne de machinerie lourde, postière, pompier, policière, pilote d'avion... On s'enthousiasme pour *Les métiers d'avenir pour les filles* (1987), tout en enquêtant sur le *Non-traditionnel à l'envers* (1995), auprès d'hommes qui s'aventurent dans des métiers féminins et tirent bien leur épingle du jeu.

Fin des années 1990, la *Gazette* doit hélas constater que la sauce n'a pas vraiment pris et qu'assez peu de travailleuses ont fait leur nid dans les chasses gardées masculines. Le guide de survie *Recherche d'emploi : une détermination du tonnerre* (1999) raconte le parcours de combattante de celles qui ont osé defier la ségrégation professionnelle, la virulence des préjugés, la sélection à l'embauche. Et, on doit l'admettre froidement, les jeunes filles demeurent fortement attirées par les secteurs traditionnellement féminins. Même si 60 % des diplômés du collégial et de l'université sont aujourd'hui des femmes, il demeure qu'elles occupent encore 98 % des postes de secrétaire, et les hommes, 99 % des emplois de mécanicien ! N'empêche, on croise plus de policières et de conductrices d'autobus. Et un peu plus d'infirmiers... Mais la réflexion sur la ténacité des stéréotypes doit être poursuivie, sans l'ombre d'un doute ! Et si la confiance en soi était le grand clou qu'il faille enfoncer ? Comment se défaire de cette peur si répandue, encore, de ne pas être à la hauteur ?

Bien avant d'autres médias, la *Gazette des femmes* explique les transformations prévisibles du marché de l'emploi avec l'arrivée des nouvelles technologies, et démontre l'importance pour les filles de s'y préparer. En 2000, elle publie *La féminisation des professions : un problème?*, un dossier éclairant et moins alarmiste que tout ce qu'on lit ailleurs. L'arrivée des femmes (médecins, avocates, pharmaciennes...) bouscule, certes, mais pourquoi seraient-elles responsables de tous les maux d'un système sclérosé?

Pour une joute équitable

Toujours au chapitre de l'autonomie financière, la contribution la plus notable du magazine reste d'exposer intelligemment les raisons systémiques du surplace des femmes dans l'échelle sociale et salariale. De faire écho à la frustration et à l'impatience des groupes de femmes devant la lenteur à voir appliqués, dans les faits, les principes d'égalité inscrits dans la Charte québécoise des droits et libertés depuis... 1975. *L'égalité des chances dans l'entreprise, un rêve? Un objectif*, écrit-on en 1983 et, en 1988, *Pourquoi une couturière gagne-t-elle moins qu'un vitrier?* Le sous-texte est clair : femmes, persistez! Rien ne sera gagné sans haute lutte. On donne la parole aux grandes centrales syndicales qui, tout en interpellant le gouvernement, rallient l'ensemble des syndiqués aux revendications des femmes.

Dans les années 1990, la question de l'équité salariale explose. Le ton monte, la patience est à bout après si peu de résultats tangibles en 15 ans. Les femmes ne gagnent toujours que 68 % du salaire des hommes. Comme l'écrivit en 1993 la présidente du CSF Marie Lavigne, seule la volonté politique accélérera le processus vers l'égalité des chances : « Parce que la discrimination à l'égard des femmes n'est pas le fait de quelques irréduc-

tibles employeurs machos, elle est inscrite au cœur même du système d'emploi, c'est-à-dire qu'elle est systémique, et que les solutions doivent aussi être d'ordre systémique. » La Loi sur l'équité salariale adoptée en 1996 oblige 35 000 entreprises de 10 employés ou plus à corriger toute iniquité de rémunération basée sur le sexe. L'appliquer sera un exercice de haute voltige. En 2000, la *Gazette* titre encore *L'équité salariale : un Everest à conquérir.*

Sans relâche, les articles de la *Gazette* encouragent les femmes à quitter les ghettos d'emplois traditionnels qui les pénalisent financièrement et leur offrent peu de mobilité sociale.

Quatre-vingts pour cent des mères avec des enfants de moins de 6 ans sont aujourd'hui sur le marché du travail. Un bond spectaculaire en 30 ans. *Concilier travail et famille : une mission possible?* On s'en inquiétait brûlamment en 1993; la question reste d'une brûlante actualité en 2009, malgré les formidables avancées. Les demandes de conditions décentes (garderies, horaires flexibles, congé de maternité, congé parental et autres...) défraient sans relâche les manchettes de la *Gazette*. De façon constructive, on applaudit les mesures et les services dans les municipalités, les écoles, les entreprises. Mais le pas de géant dans ce dossier, c'est l'arrivée des

jeunes pères désireux de s'impliquer à fond. La *Gazette* affiche rarement des hommes à la une. La couverture de juin 2007 est d'autant plus frappante, montrant un bébé et son papa souriant – heureux sans doute de rester à la maison quelques mois sans s'appauvrir pour autant! Belle façon de rappeler que la présence raviante des pères auprès de leur progéniture est un gain formidable du féminisme.

Pauvreté maudite

Au Québec, en 2004, 75 % des familles monoparentales avec un enfant de moins de 6 ans vivent de l'aide sociale. Constat dramatique, mais récurrent : comme les jeunes mères, les vieilles femmes peuplent elles aussi le continent noir de la pauvreté. Aux unes comme aux autres, la *Gazette des femmes* prête voix. *Agées et pauvres, un destin que les femmes refusent*, lance un dossier de 1983. Vingt ans plus tard, une enquête révélera que les *Super mémés* (2004) ont leur vie bien en main, qu'elles en ont marre de l'âgisme ambiant... et qu'elles continuent de vivre au seuil de la pauvreté, ou carrément dessous.

Enfin, la justice se cachant dans les détails, le magazine scrute à la loupe les réformes fiscales proposées au fil du temps et montre du doigt les mesures qui appauvissent les femmes. Ainsi, il appuie la loi pour favoriser la perception des pensions alimentaires (1981) et, plus tard, la loi prévoyant le partage du patrimoine familial (1989). Couple et argent font-ils bon ménage? Aujourd'hui, alors que tant d'outils d'autonomie financière ont été durement arrachés, 25 % des travailleuses québécoises gagnent plus que leur conjoint. L'ambivalence des femmes par rapport à l'argent, révélée dans l'excellent dossier *Le hic avec le fric* (2008), surprend d'autant plus.

Notre corps, nous-mêmes

Avoir la maîtrise de son corps et de sa sexualité : c'est le deuxième grand enjeu féministe de ces trois décennies. La bataille de l'avortement est le fer de lance du mouvement dans les années 1970 et 1980. Bien que l'avortement ait été retiré du Code criminel en 1988, plusieurs députés fédéraux multiplieront encore, en 2009, les tentatives pour y introduire le respect des droits du fœtus. La *Gazette* appelle régulièrement à la vigilance et ses collaboratrices rapportent le combat des Mexicaines, des Brésiliennes, des Marocaines, des Irlandaises toujours empêchées d'avorter.

Evidemment, violence conjugale, viol etinceste sont abondamment traités, ce qui contribue sûrement à cet autre gain important des féministes : l'ensemble de la population ne trouve plus normal qu'un homme abuse ainsi de son pouvoir. Les pressions pour que le gouvernement finance des campagnes médiatiques portent leurs fruits. Plus récemment, la *Gazette des femmes* a dû contrer le discours pernicieux de la nébuleuse masculiniste : *Unisex, la violence?* (2003). Pour nier l'ampleur de la violence faite aux femmes, certains sèment la confusion en martelant deux faussetés : les chiffres officiels seraient indûment gonflés par les féministes, et la violence des femmes à l'endroit des hommes serait équivalente. Cette entreprise de désinformation reçoit beaucoup d'écho dans les médias entre 1990 et 2005, et continue encore de faire déraper la réflexion. La « souffrance des hommes » est la nouvelle justification à la déresponsabilisation des agresseurs. Pathétique et dangereux. Heureusement, la *Gazette* y apporte un solide contre-discours.

Le corps des femmes est toujours un champ de bataille. Pornographie, hypersexualisation, prostitution : ces questions divisent les femmes et

les féministes, comme le reste de la société. Déjà en 1987, dans *Qu'apprend-on à l'école de la porno?*, le magazine révèle que l'âge de la première exposition des jeunes à la porno est de 12 ans pour les garçons et de 13 ans pour les filles. Vingt ans plus tard, la *Gazette des filles* (septembre 2006) et la *Gazette des jeunes* (décembre 2007), deux best-sellers, donnent la parole aux ados englués dans la marée montante des stéréotypes, éœurés d'un environnement hypersexualisé. Après ces parutions, les médias tendront davantage leurs micros aux jeunes, étonnamment plus féministes qu'on ne l'aurait cru !

Le magazine contribue à faire évoluer les mentalités en montrant du doigt les dangers que cache l'avalanche de choix disponibles liés à la maternité.

La *Gazette* dissèque tous les enjeux liés à la maternité : la santé des mères au travail, les césariennes qui montent en flèche, les mères adolescentes ou lesbiennes... Le magazine contribue à faire évoluer les mentalités en montrant du doigt les dangers que cache l'avalanche de choix disponibles. Il suit pas à pas le combat des Québécoises qui veulent mieux maîtriser leur fertilité et confronte la vision de la maternité des plus jeunes à celle des baby-boomers. Passionnant. En 1987, et de nouveau en 2009, il analyse le choix encore tabou de ne pas avoir d'enfant, malgré les pressions sociales. En filigrane, la *Gazette* remet

en cause l'idée du contrôle à tout prix de nos maternités. Après avoir effrayé, les nouvelles technologies de reproduction ont la cote. Mais jusqu'où nous ferons-nous cobayes au nom du désir d'enfant ? En 1987, le dossier *Le droit à l'enfant parfait existe-t-il?* laisse augurer les enjeux éthiques actuels. Le slogan – jadis révolutionnaire – « Nous aurons les enfants que nous voulons » tiendrait-il encore la route aujourd'hui ?

La tectonique des sexes

Tout en épaulant et en documentant leurs luttes politiques, la *Gazette* se passionne pour la vie privée des femmes. Leur quotidien a changé, puisqu'elles sont davantage à égalité comme pourvoyeuses et parents. Au-delà des affres de la conciliation, le magazine suit l'évolution des rapports amoureux et des liens familiaux, fragilisés par les ruptures. L'éléphant dans la pièce, c'est souvent la garde des enfants – partagée ou non ? –, qui provoque tensions et débats juridiques. Et qui cristallise la frustration montante de plusieurs hommes.

Le malaise saute aux yeux avec le massacre de Polytechnique en décembre 1989. Tout à coup, il devient quasi légitime de se déchaîner publiquement contre les féministes et toutes les femmes qui « exagèrent ». Étonnamment, pendant les mois qui suivent, la *Gazette des femmes* ne publie aucune réflexion sur le geste de Marc Lepine. Les féministes d'État ont-elles eu peur d'être accusées de « récupérer » cet événement d'une violence inouïe ?

Comme beaucoup d'autres féministes, en fait, la *Gazette* tarde à réagir au ressac déclenché par Polytechnique. Les grands médias, eux, multiplient les métaphores crispées pour évoyer les remous causés par les avancées des femmes : *Une société qui vire*

au rose, *Pitié pour les garçons!*, *Les pères en colère...* Heureusement, fin des années 1990, la *Gazette* riposte et apporte un regard divergent (et disravant!) sur le prétendu traumatisme majeur des hommes. Elle le fait en interrogant... des Québécois, de générations et de parcours différents. Reportages et sondage sur *Ce que pensent les hommes après 25 ans de féminisme* (1998) atténuent la panique généralisée. La grande majorité d'entre eux se laissent glisser sans trop de heurts, lison-nous, dans la mutation sociale en cours. Et trouvent qu'en général, leur vie amoureuse ne subit pas de frictions graves à cause du mouvement des femmes. Les plus jeunes se sentent écrasés par les baby-boomers, non par les femmes. La culture de la confrontation et les monologues parallèles des deux sexes les énervent au plus haut point. À relire, cet article plein d'humour sur les fils de féministes : *Des hommes sous influence?* (1997). Non, leurs mères ne sont pas des folles finies et castratrices. Oui, ils sont un peu mêlés devant les messages contradictoires que la pub, les filles, la télé leur lancent. Mais cette conscience d'une égalité à respecter, ils la voient comme une force.

Victimes ou championnes?

Quelle image des femmes la *Gazette* donne-t-elle, pendant ces 30 ans? Forcément, elle tend un miroir à double face. Quand on tripte de violence conjugale, du viol comme arme de guerre, d'intégrisme religieux, de porno ou de trafic sexuel, comment faire que les femmes et les filles en sont les premières victimes, ici comme ailleurs? Il ne s'agit pas de victimisation, mais de faits, cruels, et solidement documentés.

Par ailleurs, la *Gazette* éclaire généralement l'autre versant de la réalité. Elle montre des femmes au verbe haut, au charisme rassembleur ou dissonant, aux idéaux ambitieux... mais pas for-

cément intéressées à jouer la séduction. Ce qui dérange, encore. Elle fait aussi sortir du rang des hommes porteurs d'un discours nuancé sur l'évolution des sexes – interviewés ou journalistes. Quitte à faire grincer des dents les masculinistes et les féministes plus strictes.

Depuis 1979, la *Gazette* réfléchit à la montée du pouvoir des femmes et à son impact dans l'espace public et privé. Scrutant autant les résistances que les avancées, elle souligne l'indéniable succès scolaire des filles, l'entrée progressive des femmes dans les parlements et les cours de justice, leur plus lente mais constante ascension dans le monde des affaires. Elle nourrit leur goût de plus en plus affirmé pour le pouvoir, quel qu'il soit. *Investissons les lieux de pouvoir*, lançait en mars 2009 l'actuelle présidente du CSF, Christiane Pelchat, dans un numéro rempli de très convaincantes politiciennes municipales. Une fois en poste, les élues ont cependant bien des éléments à concilier : ligne de parti, conflits de priorités, etc. Tout en appuyant le mouvement des femmes, en lui servant parfois de relais auprès du gouvernement, la *Gazette* ne cache pas que le courant passe parfois difficilement entre les élues et les groupes de femmes. De part et d'autre, il faut composer, tendre à un équilibre entre le possible et l'idéal.

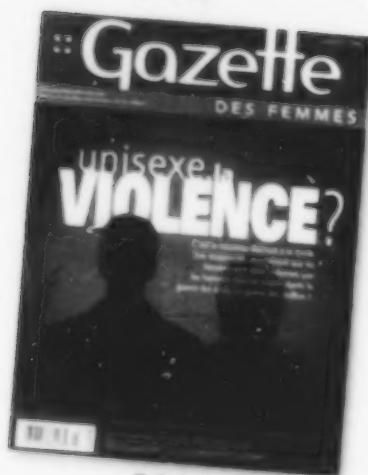
Que me reste-t-il de ces semaines envoiées sous mes lectures, où j'ai revisité tous ces enjeux qui prennent aux tripes? J'ai eu de la chance de revoir tout cela en accéléré, de mesurer combien la persévérance des femmes est inspirante, et leur sens des alliances, plus développé. Combien aussi les féministes restent des mal-aimées. J'en ressors avec la certitude que la *Gazette* a fait un boulot remarquable et que son avenir devra s'arrimer à celui des jeunes. Qui prendront, ou non, le relais de cette révolution inachevée. Autrement, sans doute. □



1991



1998



2005



LA GAZETTE SOUS ANALYSE

Daniel Lantéigne

La professeure de sociologie Francine Descarries en compagnie de Maxime Beaudoin et de Béatrice Lavigne, deux des trois étudiants dont les travaux ont été retenus pour publication dans la Gazette.

par Nathalie Bissonnette

Le rôle joué par la *Gazette des femmes* a-t-il dépassé la simple diffusion d'information? Notre publication a-t-elle dénoncé autant d'inégalités que nous oserions le souhaiter? Dans quelle mesure avons-nous outillé les Québécoises afin qu'elles puissent réfléchir et améliorer leur condition sociale et financière? Comme nous sommes collées de trop près au magazine pour en juger objectivement, nous avons confié à des étudiants du Département de sociologie de l'UQAM le mandat d'apporter des réponses à ces questions par l'entremise d'une analyse sociologique d'enjeux traités dans la *Gazette*.

Sous la supervision de Francine Descarries, professeure et coordonnatrice de la recherche à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, les étudiants du cours Femmes, féminismes et rapports de sexe : analyse sociologique ont réalisé un travail de mi-session portant sur l'évolution, le développement et le traitement par la *Gazette* d'une même thématique pendant 30 ans. Plus d'une soixantaine de travaux ont été produits; 10 d'entre eux ont été soumis à l'examen rigoureux d'un comité de sélection, puis 3 travaux ont été retenus pour publication.

Constat unanime de la part des trois «gagnants» : si la forme des articles de la *Gazette* a changé, le fond est souvent demeuré intact, porté par le souci de rendre compte des conditions de vie des Québécoises. Synthèse des travaux de Maxime Beaudoin, Béatrice Lavigne et Marie-Lou Rancourt.

Le déclin du syndicalisme au féminin

par Maxime Beaudoin

La majorité des sujets traités dans la *Gazette des femmes* sont demeurés présents au fil de ses 30 années d'existence. Certains ont changé de forme, mais nécessitent toujours un débat de fond, comme le syndicalisme et les conditions de travail des femmes. Si le magazine s'est penché sur la

syndicalisation des femmes dès ses premiers numéros, au cours des décennies, sa façon d'aborder ce sujet a perdu de la profondeur.

Dès les débuts de la *Gazette*, le défi de l'accès à la syndicalisation pour les femmes est signalé. Les articles publiés entre 1979 et 1988 traitent des maigres salaires, du travail sous pression en usine et des emplois à temps partiel et à horaire atypique. On y propose des analyses sérieuses renforcées par des propos de travailleuses qui vivent ces situations délicates. Du côté des organisations syndicales, des articles titrent : *À la FTQ les travailleuses sont maintenant considérées et À la CSN : nous sommes très libres* (1979). Ces titres énoncent des positions évidentes pour nous. Cependant, il faut voir que si l'on se sentait obligé de spécifier que les femmes étaient libres, c'est que, de toute évidence, l'inverse n'était pas inconcevable. Le syndicalisme est critiqué, mais présenté comme un outil d'accès à l'égalité.

Dans la deuxième décennie (1989-1998), les grands dossiers de la *Gazette des femmes* abordent le positionnement social et hiérarchique des femmes plutôt que leurs conditions de vie concrètes. En 1992, une critique des syndicats prend forme avec le dossier *À quand l'égalité syndicale ?* Les femmes sont sous-représentées dans le milieu syndical et le modèle de militantisme est à blâmer, y lit-on. Les coupables identifiés sont le partage inégal des tâches familiales, les préjugés à l'égard de la crédibilité des femmes lors de négociations et l'éducation des femmes, qui les prépareraient moins à la confrontation. Cette décennie s'avère plus critique à l'endroit des syndicats, mais elle présente toujours l'action syndicale comme essentielle.

La troisième décennie (1999-2009) se caractérise par l'absence d'articles sur la question syndicale. Il reste bien quelques textes qui traitent du travail, mais ils sont plus courts, plus rares et moins revendicateurs. Les articles publiés délaisSENT les grands débats collectifs pour se consacrer à d'autres thématiques : les arts, la spiritualité, la santé personnelle, les portraits de femmes et l'actualité internationale.

Dans les années qui ont suivi sa création, la *Gazette des femmes* a présenté le syndicalisme comme un moyen d'action efficace. Au fil du temps, cette position s'est cependant érodée au profit d'une multiplication des sujets traités. La place des articles sur le travail a diminué dans le magazine, en même temps que l'espace consacré au syndicalisme a rapetissé dans les articles sur le travail. On constate aussi l'adoption d'une position nettement moins militante. Mais il ne faudrait pas croire que cette tendance est limitée à la *Gazette*. Le retour à l'individu et la perte de confiance en l'action collective caractérisent malheureusement le cli-

mat sociétal actuel. La solution pour freiner cet appauvrissement est-elle que la *Gazette* reprenne le flambeau syndical, ou est-ce plutôt le syndicalisme qui doit se renouveler pour retrouver la place prépondérante qu'il a jadis occupée ? :

Dur, dur d'être sportive

par Béatrice Lavigne

L'accès des femmes aux sports et aux loisirs intéresse la *Gazette des femmes* depuis 30 ans. Heureusement, l'analyse des divers articles écrits sur le sujet permet de constater que des changements ont eu lieu dans ce domaine. Voici les principaux.

La décennie 1979-1988 est caractérisée par une prise de conscience des inégalités entre hommes et femmes dans le monde des loisirs et du sport. Bien que le droit aux loisirs ait été reconnu par l'ONU en 1948, la *Gazette* constate en 1980 qu'il est plus limité pour les femmes que pour les hommes. Il s'agit également d'une période de promotion de l'activité physique, afin de contrer les stéréotypes qui présentent le sport comme proprement masculin, voire dangereux pour les femmes.

Durant les 10 années suivantes, on lutte essentiellement contre la discrimination faite aux femmes dans le sport. Aux Jeux olympiques de Barcelone, en 1992, 35 pays ne comptent aucune femme parmi leur délégation. Et malgré la condamnation de la discrimination par la Charte olympique, le Comité international olympique n'a jamais voulu exclure un pays pour cause de politiques sexistes, comme il l'avait fait pour l'Afrique du Sud en raison de ses politiques racistes, à l'époque de l'apartheid. Cette décennie est aussi marquée par la recherche d'une plus grande égalité. En l'occurrence, le sport est vu comme un moyen d'émancipation pour les femmes, car il leur permet de transgresser certaines barrières de la division sexuelle, de rejeter l'image traditionnelle qui leur est accolée et de développer leur confiance et leur autonomie.

La dernière décennie (1999-2009) se distingue par une relative appropriation du monde du sport par les femmes : elles sont de plus en plus nombreuses sur les rings et les terrains de soccer, et craignent de moins en moins de montrer une certaine agressivité. En outre, les années 2000 amènent une ouverture vers l'extérieur : le magazine rapporte plusieurs histoires de sportives d'un peu partout dans le monde. Par exemple, le cas de jeunes Indiennes qui préfèrent boxer

plutôt que de se marier, comme le voudrait leur famille. Malgré leur manque de ressources et parfois de soutien, elles n'ont pas peur d'enfiler leurs gants de boxe et deviennent même, à l'échelle internationale, plus performantes que les hommes de leur pays. L'ouverture vers l'extérieur opérée par la *Gazette* permet de constater que les sportives, où qu'elles soient, viennent contredire l'image traditionnelle de la femme fragile et faible.

Pierre de Coubertin, fondateur des Jeux olympiques modernes, croyait qu'« une olympiade féminine serait impraticable, inintéressante, inesthétique et incorrecte », rapportait la *Gazette* en 2000. Heureusement, nous ne l'avons pas complètement écouté, et aujourd'hui, le nombre de femmes qui pratiquent une activité sportive est grandissant. Toutefois, leur accès aux sports est limité. Selon l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique, « le monde du sport est le dernier bastion de l'hégémonie masculine. Pour les hommes, ce lieu leur appartient », apprenait-on dans la *Gazette* en 2006.

À cela, j'ajouterais que le sport continue d'être un élément important de la reproduction de la division sociale des sexes. Dans ce domaine, la division sexuelle est fortement présente. Il demeure très rare de voir des sports où la mixité est permise, sans compter que les médias favorisent grandement les événements sportifs masculins. Cette situation matérialise la division sociale des sexes et vient, par le fait même, renforcer sa légitimité. Aujourd'hui, le monde du sport est peut-être le domaine où la division sexuelle est la plus forte et, paradoxalement, la mieux acceptée. ::

Femme, donc malade ?

par Marie-Lou Rancourt

Si, en matière de santé, l'État semble plutôt tracassé par l'explosion des coûts, les préoccupations de la *Gazette des femmes* sont tout autres.

En 30 ans, de nombreux articles ont porté sur la santé, un vecteur important d'affirmation des femmes. C'est précisément la question de la médicalisation des processus normaux de leur sexualité qui a capté mon attention. Statistiquement, les femmes consomment plus de médicaments que les hommes. Pourquoi ? Sommes-nous davantage malades ? À l'ère des diktats économiques, on peut légitimement se poser la question : sommes-nous plutôt une cible plus alléchante pour le marché ? Sinon, pour

quelles raisons veut-on nous faire croire que ces processus, telles les menstruations et la ménopause, constituent de véritables maladies ?

La médicalisation de la vie se fonde sur une vision selon laquelle les expériences naturelles constituent des problèmes socialement créés et transformés en maladies biologiques qui nécessitent une surveillance médicale. Les menstruations et la ménopause sont des processus normaux touchant l'ensemble des femmes et n'ont rien de pathologique. Or, depuis près de 10 ans, le syndrome pré-menstruel figure à titre de trouble mental dans le DSM-IV, véritable bible médicale. Les femmes qui en souffrent en viennent à croire qu'elles sont atteintes d'un mal honteux pouvant être évité par la prise d'un médicament miracle, voire d'une pilule anticonceptionnelle qui réduirait la fréquence de leurs règles à une seule fois l'an. L'article *La fin des menstruations* (2002) souligne à quel point il est important que les femmes puissent débattre de la question et rappelle que pour beaucoup d'entre elles, les menstruations restent un indicateur biologique de leur état de santé. Le texte *Hormonothérapie : la valse-hésitation* (1998) soulève quant à lui un autre débat : pourquoi conseille-t-on aux femmes ménopausées en pleine santé de suivre des traitements hormonaux, qui augmentent les risques de cancer du sein ?

Depuis les débuts de la *Gazette*, les femmes qui ont construit un savoir critique en matière de santé exposent la domination idéologique de la science moderne sur les femmes. Ce n'est pas d'hier que celles-ci sont infantilisées ou perçues comme inaptes à prendre des décisions importantes en matière de santé. Au cours des années 1980, les collaboratrices du magazine décrient le mythe et la transmission de cet arbitraire sexiste à travers les rapports sociaux. Elles fournissent les outils pour penser et dénoncer cette discrimination faite par un corps médical alors essentiellement masculin. Dans les années 1990, elles passent à l'action et présentent des modèles de femmes militant pour les droits en matière de santé. Davantage discriminées, les femmes jouent un rôle de pionnières dans l'établissement de sociétés plus justes qui bénéficient à l'ensemble des citoyens. Depuis les années 2000, la *Gazette des femmes* diffuse de l'information scientifique exposant les risques liés à la médicalisation de la vie, sans toutefois faire usage du terme, relativement nouveau dans la littérature médicale.

Il y a presque 30 ans, la *Gazette* publicisait les réflexions de l'*Essai sur la santé des femmes* (1981), dénonçant alors le cercle vicieux voulant que « plus les femmes consultent, plus elles font l'objet d'interventions ; plus on intervient, [...] plus elles consultent ». Au fond, c'est peut-être Aldous Huxley qui avait raison : « la médecine a fait tant de progrès que plus personne n'est en bonne santé ». ::

Boîte à souvenirs

Les anniversaires donnent envie de plonger dans ses souvenirs. Pour savoir d'où on vient, qui on est et où on va... À la Gazette, nous n'avons pas échappé à cet exercice thérapeutique. En feuilletant les rubriques Boîte aux lettres de quelque 175 magazines, nous nous sommes rappelé, souvent avec étonnement, et parfois avec la satisfaction du devoir accompli, les préoccupations et les enjeux qui ont façonné l'univers des Québécoises au cours des 30 dernières années. Souvenirs de nos lectrices et lecteurs en extraits.

Janvier-février 2001

En ce dimanche matin, je savoure mon café en me délectant de ma *Gazette des femmes*. [...] Aussi, depuis quelque temps, j'y puise des outils pour mon travail, car je suis directrice d'un office municipal d'habitation. Je suis donc en contact avec plusieurs femmes qui doivent composer avec des problèmes de pauvreté et de violence. Grâce à vous, je comprends un peu mieux leur situation.

Lyne Lessard, Saint-Eustache

Septembre-octobre 1988

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article sur les nouvelles technologies de la reproduction et une question m'a suivie tout au long de la lecture : Où s'arrêtera donc la manipulation génétique? Et, de là, une autre : Qu'est-ce qui pousse certaines femmes à utiliser ces techniques parfois aberrantes (embryons congelés)? Le corps de la femme n'est quand même pas un laboratoire. Qu'est-ce que ça donne de se battre pour l'émancipation, la libération et la reconnaissance des droits des femmes si celles-ci se donnent comme rôle celui d'animaux de laboratoire?

Line Saint-Germain, Beauport

Mai-juin 2002

Je suis née à l'heure des grands mouvements féministes, d'une femme qui portait dans son ventre l'espoir d'un monde de justice et d'égalité pour ses enfants. Dès ma conception, j'ai connu les bienfaits de la contraception; être une enfant désirée et attendue. [...] La *Gazette des femmes* est un espace commun pour nommer et rendre visible l'expérience que nous partageons toutes, celle d'être femme.

Myriam Coulombe-Pontbriand, Sherbrooke

Janvier-février 1999

A quoi et à qui pouvait bien servir le dossier *Les hommes mis à nu*? La *Gazette des femmes* se serait-elle aussi mise à l'heure de la grande réconciliation, du "partenariat", et fermerait-elle les yeux sur le patriarcat qui nous étouffe toujours? Elle aurait échappé quelque chose qui, à notre sens, est essentiel, soit un lieu pour la parole féministe, un lieu critique en ce qui touche nos conditions de vie et, à l'occasion, un lieu de dénonciation de celles-ci; en somme, un lieu assez unique. Serions-nous en train de la perdre?

Chrstiane Lebel-Deshaises et Michèle Plomer, Cowansville

Mai-juin 2003

Oui, j'aimerais bien qu'on se demande plus sérieusement pourquoi autant de garçons décrochent de l'école, se suicident, sont des proies de choix pour le taxage... Mais accuser le féminisme de tout ce qui précède? Bien au contraire! Le féminisme a permis aux femmes de s'impliquer dans la sphère publique, mais il a également permis

aux hommes de s'impliquer avec cœur et affection dans la sphère privée. Les quatre mois passés auprès de ma petite Catherine sont sans conteste les plus beaux de ma vie. Dire que si j'étais issu de la génération qui a précédé le féminisme, je n'aurais jamais eu l'occasion de vivre cette belle expérience.

Louis-François Dallaire, Québec

Mai-juin 1985

Félicitations! Votre numéro de mars-avril 1985 est super intéressant. Étant mère d'une adolescente de 16 ans, j'ai utilisé plusieurs articles pour discuter avec ma fille, ce qui, en plus, lui a fait connaître votre revue. Les témoignages de *Pas sorciers, ces métiers-là* l'ont convaincue que Polytechnique était aussi pour elle.

Irène Chartier, Repentigny

Mai-juin 1991

Je ne crois pas que l'on aide la cause des femmes en les incitant à prendre le pouvoir si nous devons pour cela leur offrir des pinottes comme allocation pour payer les frais de garde. Nous ne faisons qu'alimenter la réserve d'arguments de ceux qui s'y opposent. Nous viendrait-il à l'idée d'offrir ce genre d'allocation à un père de famille? N'est-il pas évident, dans l'esprit des gens, qu'il a une conjointe toute disposée à le faire [«garder» les enfants] gratuitement? Je préfère inviter les gens à se rendre compte que les femmes publiques ou en voie de devenir ont elles aussi des conjoints capables de jouer le rôle qu'elles auraient généreusement tenu dans la situation inverse.

Claire Morency, Saint-Romuald

Ma chère Gazette, c'est à ton tour...

Quelques-unes des plus proches collaboratrices de la *Gazette des femmes* ont pris la plume pour nous livrer leur appréciation du magazine ou partager une anecdote. Des mots en cadeau.

Faire évoluer les mentalités

Je lis la *Gazette des femmes* depuis plus de 25 ans. Cette publication est un joyau de notre héritage féministe. Grâce à ses dossiers fouillés, parfois controversés mais combien essentiels, elle a contribué à faire évoluer les mentalités. Longue vie à ce magazine unique!

Diane Lavallée
Curatrice publique au Curateur public du Québec

Femmes et pouvoir

En janvier 1991, la *Gazette des femmes* était avant-gardiste en mariant sur sa page couverture les mots *femmes* et *pouvoir*! Au cours de ses 30 années d'existence, la *Gazette* a saisi toutes les occasions de marteler sa foi en la capacité politique des femmes. En 2009, cette conviction que le concept d'égalité ne peut faire l'économie de la parité aux postes de pouvoir anime toujours les battantes du leadership démocratique des femmes. Le numéro de mars-avril 2009 sur les femmes en politique municipale en est la preuve. Merci la *Gazette*!

Elaine Hémond
Directrice déléguée du Groupe Femmes, Politique et Démocratie

Les assises de mon engagement féministe

À 14 ans, j'adorais garder chez ma tante Raymonde. J'adorais bien sûr

mes cousins, mais il y avait aussi une autre raison qui expliquait mon empressement à me rendre chez elle : je pouvais y lire la *Gazette des femmes*. Sujets passionnants, inusités et accessibles, chroniques d'humour et d'humour : ces lectures ont affiné ma conscience de jeune femme et ont bâti les assises de mon engagement féministe. Merci Raymonde et merci la *Gazette*!

Emmanuelle Hébert
Politologue et féministe

Témoin du féminisme québécois

Vous me permettrez de revenir dans le temps. À mon âge, vous me devez bien ça ! C'était au moment où je m'apprêtais à quitter la présidence du Conseil du statut de la femme, après avoir « mis au monde » la politique d'ensemble *Pour les Québécoises, égalité et indépendance*, donc à la fin de 1978. L'un des derniers gestes que j'ai posés a été l'embauche de Catherine Lord, journaliste et auteure féministe. Sa mission était de doter le CSF d'un « magazine » qui remplacerait notre petit bulletin (paroissial) fait avec les moyens du bord par notre Service des communications (c'était bien avant l'avènement des ordinateurs). Vous savez comment l'histoire s'est poursuivie : Claire Bonenfant m'a succédé et a vu à la naissance de la *Gazette des femmes*. Mais je réclame un petit peu de la maternité de la *Gazette*...

Depuis 30 ans, la *Gazette des femmes* a témoigné du féminisme québécois

dans tous ses articles : en ouvrant la voie à l'évolution des mentalités, en étant toujours à l'avant-garde, sans préjugés ni parti pris, avec toujours la même honnêteté dans ses opinions. Je lui souhaite 30 ans de plus et un lectorat dont je m'assure que mes trois petites-filles feront partie...

Laurette Champigny-Robillard
Première présidente du Conseil du statut de la femme

Outil essentiel pour le Conseil

Outil essentiel pour le Conseil du statut de la femme, la *Gazette des femmes* fouille, discute, nous a fait tire et même pleurer au cours de ses 30 années de vie. Toujours d'actualité, elle aborde les réalités quotidiennes des Québécoises et, par ricochet, des Québécois : patrimoine familial, divorce, métiers non traditionnels, formation des filles, violence, équité salariale, femmes au sein des instances. Longue vie et santé à notre *Gazette* !

Mariette Gilbert
Présidente de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas)



LES STÉRÉOTYPES DANS LE RÉTROVISEUR

Manuels scolaires, publicités, vidéoclips : tous ont déjà cantonné les femmes et les hommes dans des rôles précis, traditionnels et figés. Depuis 30 ans, la *Gazette des femmes* traque et dénonce les stéréotypes sexuels et sexistes à l'école, au travail, en famille, dans les loisirs et les médias.

Survol d'une chasse encore ouverte.

par Brigitte Saint-Pierre



Les manuels scolaires en usage au Québec ont longtemps regorgé d'exemples stéréotypés, comme le montrent ces illustrations de Jacques Gagnier, tirées du *Manuel de bienséances* publié par La corporation des éditions Fides, en 1957.

- Un manuel scolaire en usage au milieu des années 1970 qui met en scène Lili en train de laver la vaisselle, pendant que Toto répare une moto. Une publicité du début des années 1980 où une fillette nettoie la salle de bain que son frère vient de salir. Une propension à inscrire les garçons à des activités sportives et les filles à des activités artistiques. Au fil des ans, les manifestations des stéréotypes sexuels et sexistes relevées par la *Gazette des femmes* ont pris plusieurs visages.

En 1985, le magazine s'est demandé si les manuels scolaires étaient encore sexistes. Dix ans auparavant, le Conseil du statut de la femme (CSF) avait publié une étude sur les stéréotypes sexistes dans le matériel pédagogique. Constat : les femmes adultes y étaient « sous-représentées et définies avant tout par leur rôle familial ». Le gouvernement du Québec est intervenu pour renverser la vapeur. Dès 1981, le Bureau d'approbation du matériel didactique s'est assuré que les manuels scolaires étaient exempts de stéréotypes avant de leur donner son imprimatur. Mais en 1985, on apprenait que plusieurs écoles utilisaient toujours d'anciens ouvrages didactiques. Deux ans plus tard, des modifications au processus d'évaluation ont fait craindre le retour des manuels sexistes. Le magazine a de nouveau sonné l'alarme.

La *Gazette des femmes* s'est aussi intéressée aux rôles des personnages masculins et féminins dans les bandes dessinées destinées aux jeunes. L'auteure d'un texte paru en 1981, Gloria Escomel, notait que les héros étaient généralement masculins : Tintin, Asterix, Lucky Luke, Superman... « Il y a bien quelques femmes ici et là, dans un coin de l'image, dans une scène de foule, au milieu d'un groupe, au fond, là, derrière son panier, son poisson qu'elle assène sur la tête du marchand, son gamin turbulent qu'elle ramène de l'école, son tablier, son fourneau, son aspirateur ou son mari. » Au nombre des personnages féminins stéréotypés et de second plan, elle citait la mère de Boule (dans *Boule et Bill*) et les épouses des Pierrafeu.

Dix ans plus tard, le magazine a fait état d'une étude du Groupe de recherche sur les jeunes et les médias de l'Université de Montréal, qui montrait qu'entre 1984 et 1988, moins du quart des personnages de dessins animés de langue française étaient féminins (21 % en 1984 et 22 % en 1988). Les femmes apparaissaient aussi « plus souvent que les hommes dans des rôles au foyer ou familiaux ».

La *Gazette* a également traité des stéréotypes sexuels et sexistes à l'école. « Étant donné que les filles aiment l'école, ont à cœur leur réussite scolaire, écoutent et participent davantage en classe que les garçons, ceux-ci agissent comme s'ils devaient se distancier de ces façons de faire, qu'ils considèrent comme efféminées », affirmait la chercheuse à l'Université Laval Claudette Gagnon, dans un article publié en 1998. « Alors que les comportements considérés comme masculins contribuent à accroître l'estime de soi des garçons, chez les filles, c'est très différent. Celles-ci s'opposent aux étiquettes stéréotypées et, pour elles, il n'est pas question de reproduire la féminité traditionnelle, mais plutôt d'établir de nouveaux rapports axés sur l'émancipation des rôles sociaux. » Pourtant, en 2007, la chercheuse en éducation Pierrette Bouchard s'inquiétait du phénomène d'hypersexualisation...

Chacun son métier ?

Autre objet de préoccupation : l'orientation professionnelle des filles et des garçons, que les stéréotypes peuvent pousser à embrasser des carrières traditionnellement associées à leur sexe. La *Gazette des femmes* a fait état d'initiatives visant à diversifier les choix

La *Gazette des femmes* a fait état d'initiatives visant à diversifier les choix professionnels des jeunes filles.

professionnels des jeunes filles : le projet Vire-Vie en 1983, le guide *Explorons de nouveaux espaces* en 1985 et le programme gouvernemental Chapeau les filles! en 1997.

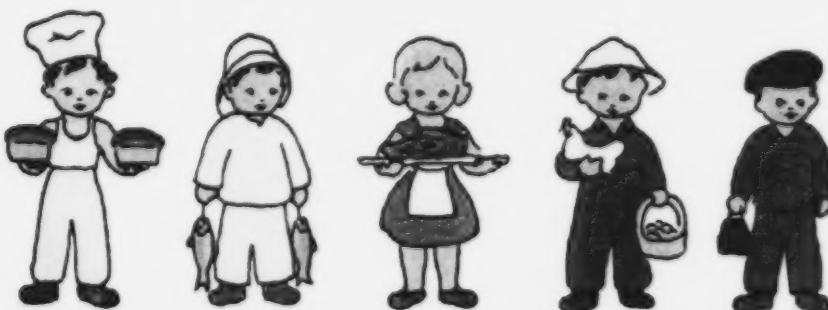
En 1984, le magazine a publié des extraits d'une allocution de la présidente du CSF de l'époque, Francine C. McKenzie, au sujet de l'emploi non traditionnel. Les statistiques révélaient alors que les travailleuses étaient encore concentrées dans des emplois traditionnellement féminins. « Elles sont secrétaires, infirmières, travailleuses du textile, caissières, insti-

tutrices. Les emplois qu'elles occupent sont souvent mal payés et les chances d'avancement y sont limitées. Cette tendance à ce que les spécialistes appellent la ghettoïsation du travail féminin semble se maintenir », notait la présidente.

À plusieurs reprises, la *Gazette des femmes* a traité des programmes d'accès à l'égalité. Comme le mentionnait un article paru en 1989, ces programmes visaient « à favoriser l'accès des femmes à des emplois autres que ceux qu'elles occupent généralement ». Il s'agissait « de briser la ségrégation professionnelle jugée en partie responsable des écarts salariaux entre les travailleurs et les travailleuses ».

Les stéréotypes ont parfois compliqué l'accès des femmes à certaines fonctions. En 1982, dans un texte sur les femmes en politique municipale, la conseillère montréalaise Thérèse Daviault racontait avoir souvent constaté « que les citoyens étaient de prime abord portés à faire davantage confiance à un homme ».

Au fil des ans, la *Gazette* s'est penchée sur la présence des femmes dans des domaines traditionnellement masculins, comme les affaires et les sciences, ainsi que dans les corps policiers et l'armée. Si elle a donné la parole à des femmes travaillant dans des domaines traditionnellement masculins, elle a rendu la pareille à des hommes



À l'époque où chacun avait son métier... sans même devoir y penser! Illustration de Jean-Charles Faucher, tirée de *Mon troisième livre de lecture de Marguerite Forest et Madeleine Ouimet*, publié par Granger Frères en 1967.



«Simone a mêlé la farine. Julie a fini le pâté, Simone fera le café. Éric sera de la fête», lit-on dans *Mon premier livre de lecture* de Marguerite Forest et Madeleine Ouimet, publié par Granger Frères en 1971.

Illustration de Jean-Charles Faucher

occupant un poste de secrétaire, de caissier, de diététiste ou d'éducateur en service de garde. «Si je dis à un inconnu que je suis éducateur en garderie, je sens toujours qu'il me trouve bizarre», racontait Alain Lajeunesse en 1995. «Même à la garderie, certains parents, appartenant surtout à des cultures où les rôles traditionnels dominent encore, réagissent très froidement à notre présence.»

Et au retour du boulot, les stéréotypes sexistes ne s'évanouissent pas. La *Gazette* a plusieurs fois interrogé des femmes et des hommes au sujet du partage du travail ménager et des responsabilités familiales. En 2006, la journaliste Danielle Stanton demandait s'il était possible que des jeunes femmes scolarisées, conscientisées et déterminées se considèrent encore comme les intendantes en chef du foyer et de la famille. Elle répondait par l'affirmative : «Vous entendez souvent des gars dire que leur blonde les aide ou qu'elle garde les enfants quand ils doivent s'absenter ou bosser le samedi? Jamais. Ils se sentiront ridicules.»

Une incidence sur les loisirs

«Comment se fait-il que votre petit garçon est membre d'une équipe de hockey dès l'âge de 5 ou 6 ans, alors que pour votre petite fille, vous avez choisi des cours de musique, de dessin

ou de ballet comme activité du samedi matin?» s'interrogeait pour sa part l'auteure d'un article sur les femmes et les loisirs, Camille Gagnon, en 1980.

«Comment se fait-il que votre petit garçon est membre d'une équipe de hockey dès l'âge de 5 ou 6 ans, alors que pour votre petite fille, vous avez choisi des cours de musique, de dessin ou de ballet?»

Camille Gagnon, 1980

En 2006, Guylaine Demers, qui a entraîné des équipes féminines de basket-ball durant 15 ans, racontait que ses collègues masculins la dénigraient et disaient à ses athlètes qu'elle était lesbienne. «Une étiquette qui colle encore à la peau des entraîneuses, particulièrement dans les sports collectifs. Si bien que beaucoup de filles refusent de pratiquer un sport de crainte d'être perçues ainsi, selon l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique», écrivait l'auteure du texte, Marie-Eve Cousineau.

Et qu'en est-il du traitement des sportives dans les médias? «Au lieu de s'extasier sur leurs jambes de gazelle ou leur grâce féline, les journalistes sportifs feraient mieux d'insister sur le talent des athlètes féminines», écrivait Robert Froisi en 2006. Ce journaliste sportif à Radio-Canada soulignait que les sportives se butaient à des stéréotypes. «Par exemple, on accepte les différences morphologiques chez les hommes, mais on exige l'uniformité chez les femmes. À entendre certains, une lanceuse de poids devrait avoir la fluidité de la gazelle et la grâce d'un paon, alors que le lanceur, lui, peut rivaliser avec tous les sumos du monde sans que personne n'y trouve à redire.»

Mauvaise note pour les pubs et les clips

Lors des débuts de la *Gazette des femmes*, les stéréotypes sexuels et sexistes étaient chose courante dans les publicités. En 1979, le CSF a d'ailleurs mené une étude sur l'image des femmes dans la pub. «Femme-objet, femme-servante, femme-princesse, femme nue, femme-bébé, telles sont les étiquettes que la publicité accole à l'image des femmes qu'elle présente. Loin de refléter la réalité, ces modèles enferment les femmes dans des cadres limitatifs, étouffants, mensongers», écrivait en 1980 la présidente du CSF, Claire Bonenfant.

L'année suivante, le CSF créait le prix annuel Déméritas pour dénoncer la publicité jugée la plus sexiste par la population. Il a ensuite lancé le prix Éméritas, qui soulignait les bons coups de l'industrie pour briser les stéréotypes sexistes. Ces prix ont été remis pour la dernière fois en 1989. La même année, la *Gazette* se demandait si la publicité était moins sexiste. « Le corps féminin est utilisé à titre d'objet sexuel de façon moins grossière. Le sexisme se fait plus subtil; il faut le décoder et ce n'est pas toujours facile », affirmait l'équipe du Service Action-Femmes du CSF. Dans un article paru en 2001, Pierrette Bouchard, alors titulaire de la Chaire d'étude Claire-Bonénfant sur la condition des femmes à l'Université Laval, s'inquiétait toutefois d'un retour de la publicité sexiste.

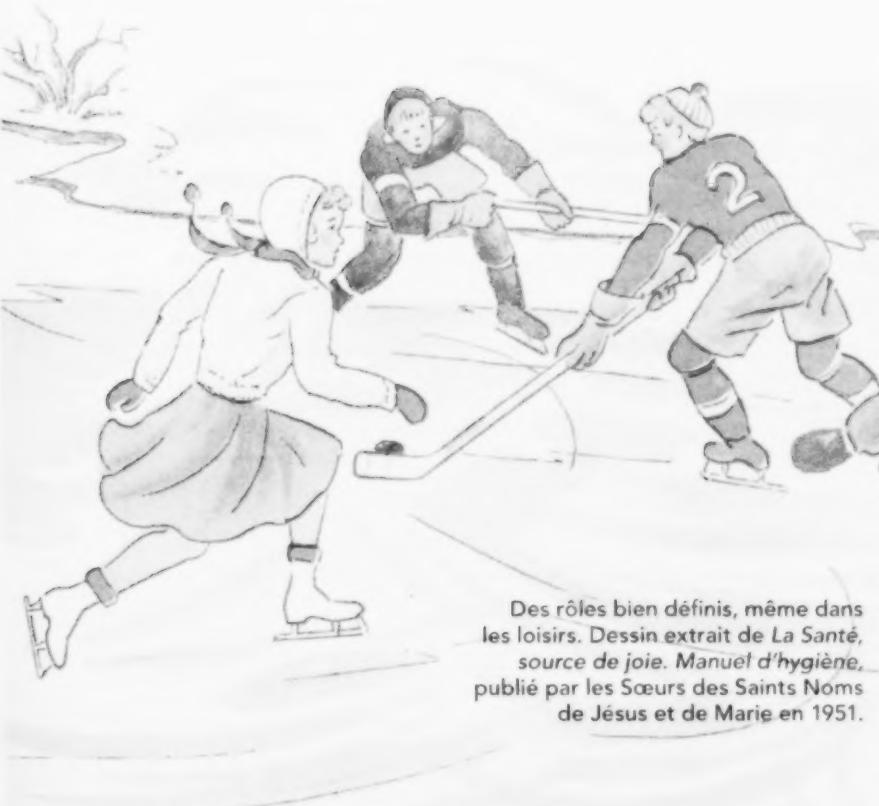
Les vidéoclips n'ont pas fait meilleure figure que la pub. En 1988, la *Gazette* rendait compte d'une étude commandée par le CSF à une équipe de chercheurs de l'Université Laval. Selon les résultats, un vidéoclip sur deux était sexiste. « Un Martien qu'on brancherait sur la moitié douteuse des vidéoclips aurait une bien drôle d'image de l'Occidentale qui entrera bientôt dans l'an 2000. Il verrait apparaître une Barbie articulée, mue par la séduction », écrivait l'auteure de l'article, Nicole Beaulieu. Le CSF avait organisé une session de remue-ménages afin de trouver des solutions pour contrer ce phénomène. Le ministère de l'Éducation du Québec préparait pour sa part un guide pédagogique pour aider les enseignants à aborder la question avec leurs élèves.

Éliminer les stéréotypes : mission possible ?

Comment mettre fin à la transmission des stéréotypes? Pour plusieurs, la réponse réside dans la socialisation des enfants et l'éducation non sexiste. De concert avec différents ministères, le Conseil du statut de la femme avait lancé dans cette optique le programme Pareille, pas pareils, en vigueur de 1982 à 1984. Il comprenait entre autres un « concours incitant à la création de jeux, de contes, de chansons qui proposent des valeurs égalitaires aux filles et aux garçons » et une « recherche portant sur l'identité sexuée et sur l'apprentissage des rôles hommes-femmes chez les enfants », comme l'indiquait un article paru en 1982.

D'aucuns soulignent que les acteurs gouvernementaux et les médias doivent eux aussi faire leur part. Dans un avis sur le sexe dans les médias rendu public en 2008, le CSF a émis différentes recommandations. Il proposait notamment « que soient resserrées les règles d'application des normes en matière de stéréotypes sexuels qu'ont adoptées les diffuseurs et l'industrie de la publicité », rapportait la rédactrice en chef adjointe d'alors de la *Gazette des femmes*, Paule Belleau. Selon elle, les images sexistes étaient malheureusement de retour en masse dans les médias.

S'il reste des progrès à réaliser, le portrait est toutefois moins sombre. À preuve, en 2007, la spécialiste en éducation artistique et chroniqueuse à Radio-Canada Catherine-Eve Gadoury a relevé plusieurs manifestations de stéréotypes dans des produits culturels, mais a aussi souligné des aspects positifs. « On sent que chez nous, les créateurs de séries, de films ou de romans jeunesse se creusent les ménages pour inventer des histoires qui évitent les clichés et le piège de la facilité. » Il y a de l'espérance... »



Des rôles bien définis, même dans les loisirs. Dessin extrait de *La Santé, source de joie. Manuel d'hygiène*, publié par les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie en 1951.



Bien enracinés, ces clichés

Les stéréotypes sont comme les mauvaises herbes. On a beau tout faire pour les exterminer, ils réapparaissent aussitôt qu'on a le dos tourné. État de la situation.

par Lisa-Marie Gervais

• Une olympiade femelle « serait impratique, inintéressante, inesthétique et incorrecte. Le véritable héros olympique est à mes yeux : l'adulte mâle individuel. Les JO doivent être réservés aux hommes, le rôle des femmes devrait être avant tout de couronner les vainqueurs. » Choquant, direz-vous? Attribués à Pierre de Coubertin au début du 20^e siècle, ces propos ont pourtant trouvé écho au Québec à la fin des années 1970, notamment dans les cours du baccalauréat en éducation physique de l'UQAM. La présidente-directrice générale de Vélo Québec, Suzanne Lareau, s'en souvient. Elle avait été pour le moins étonnée d'entendre des professeurs débattre de la participation des femmes au triple

saut. « On craignait une descente des organes. D'autres profs disaient que les femmes athlètes, même si elles performaient bien, ne pourraient jamais aller aussi loin qu'un homme », se rappelle-t-elle.

Les Jeux olympiques venaient d'avoir lieu à Montréal. Quelque 6000 athlètes, 20 % de femmes. L'héroïne avait été la jeune gymnaste roumaine Nadia Comaneci. C'est de Coubertin qui devait se retourner dans sa tombe!

N'empêche, malgré cette petite victoire, la lutte contre les stéréotypes sexuels et sexistes était loin d'être terminée. Le concept même du stéréotype venait à peine d'être identifié, fait remarquer Denyse Baillargeon,

professeure au Département d'histoire de l'Université de Montréal et spécialiste des questions féministes. « Même si cette notion a toujours existé, c'est dans les années 1970 qu'on a commencé à appeler les stéréotypes par leur nom, grâce aux recherches féministes. » Avant, les distinctions entre les hommes et les femmes étaient principalement attribuées à la nature : les attributs de la féminité et de la masculinité étaient opposés dans un système hiérarchique où ceux des hommes dominaient.

De la Grèce antique aux commissions d'enquête

Cette polarité remonte à l'Antiquité grecque. La femme y est nature et émotion, et l'homme, culture et raison. Épouse, servante ou concubine, elle est considérée comme un être faible et amoral. Pas question pour elle d'espérer avoir une place au très sélect « club des citoyens ». Des siècles plus tard, les choses ont relativement peu changé. « Au 19^e siècle, les féministes ont commencé à dénoncer la condition juridique des femmes mariées et le double standard sexuel, soit le fait que les hommes pouvaient avoir une vie extraconjugale sans être sanctionnés et que les femmes, elles, étaient des tentatrices. Si elles avaient des relations sexuelles hors mariage, elles étaient victimes d'opprobre, voire considérées

comme psychologiquement instables », explique l'historienne.

À l'aube du 20^e siècle, les luttes se multiplient. Contre les examens médicaux imposés aux prostituées en Angleterre, pour l'accès aux femmes aux carrières de droit et de médecine. Au Québec, Marie Gérin-Lajoie écrit son petit *Traité de droit usuel* en 1902, afin de rappeler qu'une femme n'a pas besoin de son mari pour disposer de ce qui lui appartient. Les années 1940 et 1950 voient fleurir les *pin up* et autres femmes-objets, une « mode » qui semble de nouveau au goût du jour.

Puis, dans les années 1960, les commissions d'enquête se succèdent. Partout dans le monde occidental, notamment en France, au Danemark, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et en Australie, des groupes de travail se penchent sur l'équité entre les hommes et les femmes. Au Canada, Lester B. Pearson crée la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme et nomme Florence Bird – une femme, bien sûr ! – pour la diriger. « Les premières grandes enquêtes étaient économiques. Avec la Commission Bird, c'était la première fois qu'on s'intéressait à la situation de la femme. L'écart entre les hommes et les femmes devenait patent. On a par exemple examiné en profondeur les objections des hommes à ce que les femmes aient



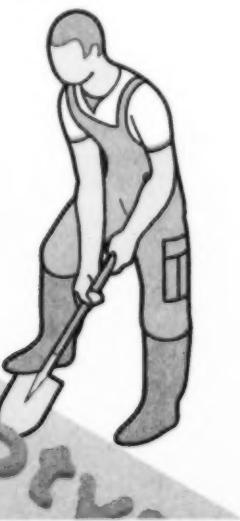
Les recherches féministes ont contribué à identifier le concept même du stéréotype dans les années 1970, rappelle Denyse Baillargeon, professeure au Département d'histoire de l'Université de Montréal.

les mêmes salaires qu'eux. Pourquoi y avait-il une différence ? Parce qu'on était des femmes. Point. Il n'y avait pas de raison, c'était un ramassis de préjugés liés au sexe », souligne Denyse Baillargeon.

On mettait le doigt dessus. Le stéréotype venait d'être démasqué.

Une construction sociale

« On ne naît pas femme, on le devient », a dit Simone de Beauvoir. Cette phrase rappelle que le stéréotype n'est pas naturel, mais socialement



construit. Une idée défendue par les féministes dans les années 1970, mais que certaines couches de la société ont toujours combattue. Les stéréotypes semblent pourtant prendre leurs racines dans la plus tendre enfance. Nombre d'enquêtes le prouvent. Parmi elles, une étude où des adultes devaient jouer avec des bébés de 6 mois dont les vêtements traditionnels avaient été secrètement inversés : les filles en bleu, les garçons en rose. En présence de «filles», les hommes comme les femmes ont fait plus de sourires et de babillage qu'avec les «garçons» qui, eux, ont eu droit à un traitement plus physique et stimulant. Les participants n'ont toutefois pas reconnu avoir agi différemment avec l'un ou l'autre des nouveau-nés. Tabou, le stéréotype?

Il est effectivement de bon ton de montrer qu'on n'adhère pas à ces préjugés «archaïques». N'empêche que plusieurs ont encore ce sentiment confus que l'homme et la femme sont irréconciliables dans leurs différences, rappelle Denyse Baillargeon. «C'est

comme s'il existait des attitudes féminine et masculine et que c'était coulé dans le béton», croit l'historienne. La blonde écervelée, l'hôtesse de l'air facile, la femme de maison, le père pourvoyeur, l'homme tout-puissant aux gros bras qui console la jeune mère éplorée... Autant de symboles construits qu'il faudra démolir.

discours. Les femmes ont des revendications que les hommes ne partagent pas, et ils exigent le retour à une société où les sexes sont distingués, où les hommes se retrouvent entre eux dans leurs rôles traditionnels et les femmes aussi», soutient le chercheur associé à l'Institut de recherches et d'études féministes.

Attention, cliché!

L'homme et la femme sont toujours cantonnés dans les rôles qui leur collent à la peau : elle, émotive et collective; lui, plutôt rationnel et individuel. Difficile d'en sortir.

Politologue à l'UQAM, Francis Dupuis-Déri s'emploie justement à démonter ces idées préconçues. Il va même jusqu'à dire que la crise de la masculinité est une excuse pour revitaliser des stéréotypes masculins classiques, tels le père pourvoyeur ou le fier-à-bras. «Le volume des muscles des superhéros comme Batman ou Superman a doublé depuis les années 1950, affirme-t-il en citant une étude comparative d'un auteur américain. Plein d'hommes sont partis sur un *trip* de gros biceps. Le rôle du père protecteur revient en force.» Selon lui, ce stratagème finit par culpabiliser les femmes pour la perte du modèle traditionnel masculin. Et ce sera le cas chaque fois qu'elles gagneront leurs luttes. «Ce n'est pas innocent comme

Dans un de ses cours, Francis Dupuis-Déri n'a pas de mal à faire avaler à ses étudiants certains clichés vieux comme le monde. Là encore, l'homme et la femme sont cantonnés dans les rôles qui leur collent à la peau : elle, émotive et collective; lui, plutôt rationnel et individuel. Difficile d'en sortir. «Pourtant, quand vous regardez une gang de gars faire la vague à un match de hockey au Centre Bell, je ne vois pas en quoi ils sont rationnels et autonomes! lance-t-il. D'un autre côté, on a le cliché de la mère monoparentale qui, apparemment, est capable d'autonomie et d'efficacité. Elle est une mère pourvoyeuse, comme plusieurs d'ailleurs, mais on ne la reconnaîtra pas comme telle. On ne lui attribue pas la même valeur.»

Pour l'historienne Denyse Baillargeon, les femmes ont de la difficulté à ne pas enfiler le costume d'*«infirmière»*, celui de la mère aidante et aimante, qui prend soin des enfants et des personnes âgées. «En raison de ses attributs féminins, on a ce sentiment qu'une femme peut mieux prendre soin de quelqu'un qu'un homme», souligne-t-elle. Mais les femmes savent plus que quiconque que certaines idées préconçues joueront toujours en leur défaveur. «C'est pourquoi elles sont en général prudentes; elles comprennent

Le chercheur et politologue Francis Dupuis-Déri s'emploie encore à déboulonner certains des plus vieux clichés auprès de ses étudiants de l'UQAM.





Maïsé-Andrée Bégin

Suzanne Lareau, présidente de Vélo Québec, estime que 30 ans après les Jeux olympiques tenus à Montréal, les Québécoises ont véritablement trouvé leur place dans les sports, où les stéréotypes peinent à résister.

qu'endosser les stéréotypes est pénalisant, car ils sont à l'origine de l'inégalité salariale», note Mme Baillargeon.

Plus prudentes, et plus conscientes, peut-être. Elles n'ont pourtant pas pu échapper à la vague qui les a frappées de plein fouet : l'hypersexualisation. Dans les magazines féminins, dans la pub, dans cette manière provocante qu'ont les fillettes de se vêtir, dans ce culte de la porno et de la sexy attitude, l'hypersexualisation est partout. Surtout chez certaines adolescentes, qui ne voient pour elles d'autre salut que de devenir des émules de Britney Spears.

Le Conseil du statut de la femme s'en est préoccupé. Paru en juin dernier, son rapport de 100 pages a dressé un sombre constat : celui de «l'échec de la lutte aux stéréotypes sexuels et sexistes et des efforts pour parvenir à des rapports sociaux de sexe vraiment égaux». Une fois de plus, les médias et la publicité sont au banc des accusés. Après 30 ans de luttes féministes, est-ce le retour à la case départ? «Non, croit Jean-Claude St-Amant, chercheur retraité en éducation à l'Université Laval et auteur du livre *Les Garçons et l'école*. Mais c'est la conséquence de la montée de la droite, de l'antiféminisme et de la mondialisation. Ça a généré toute une culture de la porno qui imprègne notre société et qui convainc les filles qu'elles ont un certain pouvoir à aller chercher la-dedans.»

Vie et mort d'un stéréotype

Traqué et abattu, le stéréotype est néanmoins – et heureusement – mis à mal dans plusieurs domaines. Dans les sports, il peine à résister. «Les femmes ne sont pas moins sportives que les hommes. Elles investissent des champs de pratique différents, tout simplement», avance Suzanne Lareau. Pour elle, les femmes ont trouvé leur place

dans ce domaine traditionnellement réservé aux hommes. «Si elles jouent moins au hockey et au soccer, c'est par manque d'intérêt et non par peur des stéréotypes. À la base, les femmes sont moins compétitives que les hommes. Si je dépasse un homme à vélo, ce ne sera pas long qu'il va me dépasser à son tour. Ça me fait plutôt rire.»

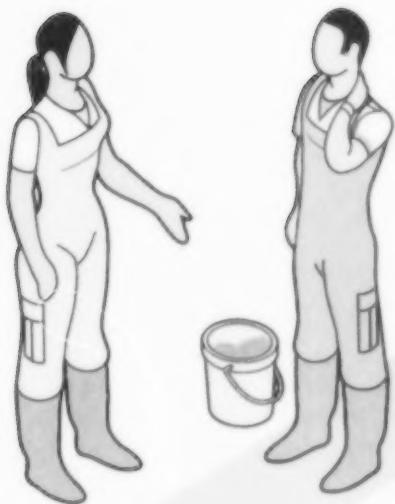
«Les femmes ne sont pas moins sportives que les hommes. Elles investissent des champs de pratique différents, tout simplement.»

Suzanne Lareau
de Vélo Québec

La présidente de Vélo Québec a toujours eu à cœur l'éradication des préjugés dans le sport et la participation des femmes à l'activité physique. «Mais le plus important, [...] c'est la destruction des stéréotypes sexuels dans une société où la féminité s'arrête au niveau corporel. La femme sportive bouleverse l'image de cette dite féminité. Les sports pour les femmes ne sont qu'un maillon de plus de cette chaîne pour l'émancipation des femmes», écrivait-elle en 1983 dans *Les Cahiers de la femme*. Le texte avait fait grand bruit. «À l'époque, ça ne nous semblait plus possible que l'envie des femmes d'être actives soit freinée. Les gens ont réalisé qu'on n'avait peut-être pas fini toutes les batailles.»

Le combat contre les stéréotypes se poursuit aussi à l'école, mais avec un succès relatif. Avec sa collègue Pierrette

Bouchard, Jean-Claude St-Amant a déboulonné certains mythes, mais s'est surtout posé une grande question : Pourquoi les garçons réussissent-ils moins bien à l'école ? On a cru que la faute revenait au manque d'enseignants masculins à qui ils auraient pu s'identifier. Une explication qui ne tenait pas la route, selon M. St-Amant. « Il fallait creuser et aller voir ce qui différait les garçons et les filles. Les études françaises attribuaient la réussite des filles à leur conformisme et à leur docilité... Mais on avait des doutes. »



Dans une étude qu'il a menée auprès de 2000 étudiants du secondaire, le chercheur a voulu vérifier cette assertion. « On a plutôt constaté que plus les filles se distaient de l'école et s'éloignent du stéréotype de la "petite fille modèle", plus elles réussissent. Le mythe de la docilité a pris le bord », note-t-il. Ce principe se vérifie également chez les garçons : moins ils se conforment aux stéréotypes associés à leur sexe, plus ils réussissent à l'école. Le hic, c'est qu'ils adhèrent deux fois plus aux stéréotypes que les filles : 88 % contre 44 %, conclut l'étude de M. Saint-Amant. « Malheureusement, dire qu'on n'aime pas l'école, c'est être *tough*. Ça fait partie de la construction de la masculinité des garçons », constate-t-il.

D'où l'importance d'agir sur les stéréotypes. Comment ? « En commençant par arrêter de penser que c'est en faisant jouer les gars au football qu'on va améliorer leur réussite scolaire. Bref, en éduquant les garçons et les filles comme des personnes plutôt que comme des garçons et des filles. Il est impératif de développer leur sens critique. Ça donnera des résultats dans quelques années seulement, mais en attendant, il faut au moins y travailler et y mettre beaucoup d'efforts », conclut-il. Parions que sur ce point, Pierre de Coubertin serait d'accord.

À contre-courant, l'auteur Jean-Claude St-Amant insiste : il faut éradiquer les stéréotypes pour améliorer la réussite scolaire des garçons.



Malorie Cestan

Le GRAND saut

Conçu dans le cadre du programme « À égalité pour décider » : LE GRAND SAUT, un charmant moment de théâtre illustrant que la vie municipale ne demande qu'à être habillée par les femmes.

THEATRE
PARMINOU

Les contes de la richesse

Une invitation théâtrale à quitter l'univers des biens pour entrer dans celui des liens.



Félicitations à la *Gazette des Femmes* pour son 30^e anniversaire !

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT ! www.parminou.com
819 758-0577 Emmanuelle Nadeau poste 33 enadeau@parminou.com

Barbara Legault est responsable du comité jeunes de la Fédération des femmes du Québec, une porte d'entrée privilégiée pour les jeunes femmes qui souhaitent participer activement aux luttes féministes.



Daniel Lanteigne

La Relève féministe

En 2009, le mot féministe fait friser bien des oreilles. Malgré son impopularité, plusieurs jeunes femmes n'hésitent pas à s'y identifier. Dégourdis, passionnées, elles travaillent fort pour recruter de nouvelles «membres».

par Melina Schoenborn

• pathiques. Désintéressées. Trop prudentes. Bénéficiaires • des acquis des féministes des générations précédentes. Les critiques sont souvent dures à l'égard des femmes des générations X et Y. À tort ou à raison? Selon Barbara Legault, responsable du comité jeunes de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), oui, les jeunes surfent sur les acquis du féminisme, mais ce n'est pas une mauvaise chose en soi. « On en bénéficie, et c'est tant mieux. Cela dit, il faut être reconnaissantes, connaître l'histoire, la porter. Et la poursuivre à notre façon. »

Une vision plurielle

Dans l'ouvrage collectif *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Maria Nengeh Mensah parle du désir des jeunes de se distancier des versions antérieures du féminisme pour en créer d'autres qui leur ressemblent. « Accepter le renouvellement des théories et pratiques féministes » permettra sans doute de troquer le fameux « je ne suis pas féministe, MAIS... » pour un « je suis féministe ET... ».

La pluralité est au centre des préoccupations des féministes de la troisième vague, qui a débuté à la fin des

années 1980. Refusant de voir les choses de façon monolithique, ces femmes revendentiquent la fin d'un féminisme blanc et hétérosexuel.

Le comité jeunes de la FFQ répond à ces préoccupations avec ses regroupements pancanadiens, dont le premier a eu lieu en octobre 2008. Pendant trois jours, plus de 500 femmes de 14 à 35 ans provenant de toutes les provinces se sont regroupées à Montréal, sous la bannière « Toujours RebELLES ». « Nous reconnaissons qu'il existe de multiples interprétations du féminisme et nous célébrons et intégrons cette diversité. [...] Nous sommes des femmes

de diverses capacités, ethnicités, sexualités, identités, classes, âges et "races", peut-on lire dans le manifeste du rassemblement. Une panoplie d'ateliers ont abordé divers thèmes : mères et féministes, hypersexualisation, montée de l'antiféminisme, industrie du sexe, féminisation de la pauvreté et implication politique des jeunes immigrantes, pour ne nommer que ceux-là. Dans la rue, les participantes ont crié des slogans devant un *peep-show*, puis se sont livrées à une performance théâtrale dans le métro.

Par et pour les jeunes

Quelle est la recette pour réunir autant de jeunes féministes? Et comment favoriser le militantisme? Mme Legault a proposé quelques pistes de réflexion à ses collègues de la FFQ lors d'un colloque sur la relève féministe et syndicale. D'abord, respecter le concept du « par les jeunes femmes, pour les jeunes femmes ». « Il faut favoriser l'autonomie des jeunes dans la réalisation de leurs projets, et reconnaître l'expertise qu'elles ont acquise à l'extérieur des groupes de femmes institutionnalisés », explique-t-elle. En effet, plusieurs jeunes féministes sont issues de groupes indépendants des subventions gouvernementales, moins *main-stream*. Certaines sont autodidactes, d'autres ont fait leurs armes dans des blogues ou des webzines. D'autres encore ont œuvré dans des mouvements altermondialistes ou environnementaux et veulent intégrer ces préoccupations à la cause féministe.

Les féministes plus expérimentées doivent aussi être capables de se remettre en question et de s'ouvrir aux nouvelles idées. « On parle de relève, mais est-ce que cela veut dire préparer sa sortie et s'attendre à ce que les suivantes prennent le même chemin? » demande Mme Legault. Car à l'heure actuelle, l'absence de hiérarchie dans

les structures organisationnelles, la déconstruction de l'identité sexuelle, la réappropriation du corps de la femme, les revendications des travailleuses du sexe sont autant de sujets qui ne font pas l'unanimité...

« Le foisonnement actuel des courants nouveaux qui déconcertent les plus âgées et enthousiasment les plus jeunes est [...] le signe de la vitalité du mouvement. »

Micheline Dumont

Micheline Dumont, auteure de l'ouvrage *Le féminisme québécois raconté à Camille* (sa petite-fille), croit que les jeunes doivent trouver leurs propres façons de faire. « On peut les convaincre que les acquis ne sont pas apparus spontanément, mais on ne peut pas leur dire comment agir », dit-elle. « Le foisonnement actuel des courants nouveaux qui déconcertent les plus âgées et enthousiasment les plus jeunes est [...] le signe de la vitalité du mouvement », écrivait-elle dans *Dialogues sur la troisième vague féministe*.

Pourquoi se dire féministe en 2009?

Eve Cantin-Lafrance a commencé à s'impliquer dans le comité jeunes de la FFQ il y a trois ans. « À ma fête de 21 ans, ma mère m'a offert le numéro hors série célébrant les 25 ans de la revue *La Vie en rose* parce que j'avais

des discussions enflammées sur la condition des femmes avec ma sœur. » Eve a consulté la liste des organismes mentionnés dans le magazine et a contacté le premier, la FFQ. Depuis, elle s'est également inscrite au certificat en études féministes.

Pour elle, l'emploi du terme *féministe* est crucial. « Grâce à ce mot, je suis à l'université en ce moment. Et tant que j'aurai peur de marcher toute seule dans la nuit à 3 h du matin, je dirai que nous ne sommes pas égales. »

Emilie Gendron, organisatrice de Patriarc Ya Basta! – les rencontres des féministes radicales qui ont eu lieu à Montréal les 14 et 15 février dernier –, croit qu'il ne faut pas avoir peur des mots et ne pas essayer, avec des termes comme *égalitarisme*, de leur donner une plus belle couleur. « Si le terme *féministe* a mauvaise presse, c'est le signe qu'il y a des choses qu'on n'a pas encore comprises, en tant que société. »

Les interviewées s'accordent pour dire que les médias n'ont pas aidé la cause. « Arrêtez de tenter le sensationnalisme avec l'éternelle référence au brûlage de brassières, demande Barbara Legault. Ça crée des visions réductrices. » Micheline Dumont affirme pour sa part que s'il y a beaucoup de groupes féministes au Québec, il y a chez les médias une volonté de ne pas en parler. « Dans les années 1970, il n'y avait pas beaucoup de féministes radicales, mais elles faisaient beaucoup de bruit, car c'était à la mode. Aujourd'hui, ça n'a plus la cote. »

« Au cégep, j'étais LA féministe radicale, raconte Emilie. Je me faisais constamment demander : Pourquoi vous haissez les hommes? Êtes-vous toutes lesbiennes? En répondant à ces questions, j'en profitais pour faire de l'éducation populaire. Ça fait partie de mon féminisme, me justifier. Mais

L'organisatrice de Patriarc Ya Bastal!, Émilie Gendron, croit au pouvoir des mots pour affirmer son militantisme et sensibiliser son entourage à la nécessité du féminisme.



c'est aussi pourquoi j'ai besoin de me retrouver avec des féministes, dans des espaces non mixtes. »

Certaines ne se reconnaissent cependant pas dans les mouvements radicaux. C'est le cas de Léa Clermont-Dion, même si la jeune femme juge leur existence nécessaire. « Mon engagement passe maintenant par la caméra et la radio au cégep », explique Léa, qui a aussi organisé le colloque « Égalité, acquise? ». « Le féminisme, ce n'est pas une cause pour moi, ça fait partie de moi », ajoute celle qui désapprouve la non-mixité dans les groupes féministes. « Si on refuse les hommes, on se ferme des portes. »

« Les féministes ne le sont pas moins si elles ne militent pas. Mais souvent, quand on se rend compte qu'il y a encore des oppressions, on a envie d'agir... »

Émilie Gendron

Que penser des femmes qui optent pour des actions féministes plus personnelles? Qui expriment leur féminisme dans leurs choix de vie? Est-on moins féministe si on ne milite pas? « Moi, je me positionne d'une manière idéologique, dit Léa. Mais c'est certain que faire des petits gestes, ça aide. Sinon, c'est comme affirmer qu'on est pour la protection de l'environnement et ne pas recycler. » Émilie Gendron

croit que les féministes ne le sont pas moins si elles ne militent pas. « Mais souvent, quand on se rend compte qu'il y a encore des oppressions, on a envie d'agir... »

Mobiliser les jeunes à la base

Avant toute chose, il faut développer la conscience féministe, estime Micheline Dumont. C'est pourquoi elle a écrit *Le féminisme québécois raconté à Camille*. « Je ne crois pas à l'action pour l'action », dit-elle. Or, comment faire pour développer cette conscience?

« Les femmes doivent éduquer leurs filles, leurs nièces, etc., répond Barbara Legault. Mais c'est aussi la responsabilité du ministère de l'Éducation. On parle de Martin Luther King et de mère Teresa très tôt dans les écoles, mais pour les leaders féministes, il faut attendre au cégep. »

Le comité jeunes de la FFQ, pour sa part, souhaiterait monter un projet d'intervention dans les écoles pour démythifier le féminisme. « On irait en jaser une heure à la fois, un peu à la manière de l'organisme GRIS, qui tente de lever le voile sur l'homosexualité », explique la responsable du comité.

Eve Cantin-Lafrance suggère quant à elle à la *Gazette des femmes* d'inclure un fanzine (revue à tirage limité qui inclut fiction, art et textes politiques) dans son magazine, pour mieux interroger les jeunes. À méditer...

Peu importe leur étiquette ou leur degré de militantisme, les jeunes féministes d'aujourd'hui cohabitent dans un mouvement inclusif qui pense et agit, en rupture et en continuité avec le passé. Oui, elles sont actives. Mais les organismes voués à la cause pourraient en accueillir beaucoup d'autres! Intéressées? ::

LE BUDGET DE GENRE JUSTE ET ÉQUITABLE

Loin d'être neutres, les politiques fiscales jouent rarement en faveur des femmes. Pour atteindre l'égalité économique, une solution : le budget de genre.

par Paule Des Rivières

● ● ● **Q** uand le gouvernement annonce un investissement majeur pour des travaux de construction ou de rénovation d'infrastructures, qui en profite? Des hommes, car 87 % des travailleurs de la construction sont... des travailleurs. Et si, pour compenser les coûts liés à de tels investissements, le gouvernement réduit les soins de santé à domicile, qui va en pâtir? Des femmes, sans aucun doute, puisque cela entraînera

une hausse des soins prodigués par les proches aidants, en grande majorité de sexe féminin.

«Un budget, ce n'est jamais neutre», souligne Christiane Pelchat, présidente du Conseil du statut de la femme (CSF). Le Conseil n'est pas seul à s'intéresser à cette question : quelques gouvernements ont intégré une analyse sexospécifique à leurs politiques fiscales. Avant d'adopter une mesure,

ils évaluent donc l'impact qu'elle aura sur les hommes et les femmes. C'est ce qu'on appelle un budget de genre. L'Australie a ouvert la marche en 1984, mais elle a partiellement abandonné son projet en 1996.

Aujourd'hui, la Suède et la Norvège – encore elles! – sont des modèles, mais la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Allemagne, notamment, ont aussi adopté plusieurs mesures sexospécifiques.



Les choses ne sont malheureusement pas aussi encourageantes au Canada, même si des économistes réputés planchent sur ce dossier depuis plusieurs années. Un coup d'œil au dernier budget fédéral suffit pour déchanter. Un exemple : Ottawa bonifie le régime d'assurance-emploi, mais sans en modifier les critères d'accès. Or, presque trois fois plus d'hommes que de femmes sont admissibles à des prestations, puisque les femmes sont plus souvent des travailleuses atypiques. Devinez qui est avantagé par la prolongation de la période d'accès aux prestations ?

Le budget de genre fait son chemin depuis plus de 40 ans. Mais c'est à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies, en 1995 à Pékin, que plusieurs gouvernements se sont éveillés à cette problématique à laquelle ils avaient jusque-là accordé très peu d'attention, sauf en coopération internationale (voir encadré en p. 31).

Dans la foulée de cette conférence, où étaient réunis des représentants de 189 gouvernements et de 2 100 organisations non gouvernementales (ONG), plusieurs ont compris que la fiscalité joue un rôle clé dans le renforcement – ou la réduction – des inégalités entre les hommes et les femmes. Souvent de manière cachée. Par exemple, lorsqu'un gouvernement prévoit d'alléchantes déductions fiscales pour les entreprises qui favorisent la recherche, sait-il que les femmes sont quasiment absentes de la recherche en entreprise ?

Pour obtenir une information juste et pertinente, il faut recourir à l'analyse différenciée selon les sexes (l'ADS pour les initiés), un exercice qui divague des statistiques ventilées selon le sexe. Les données touchant les politiques fiscales sont particulièrement significatives. « L'ADS permet d'élaborer des lois et des politiques qui

évitent la discrimination imbriquée, en quelque sorte, dans le système », résume Christiane Pelchat.

De Pékin à Québec

Plein de bonnes intentions, le gouvernement du Québec est entré dans la danse en acceptant d'analyser l'impact de certaines politiques sur les hommes et les femmes. Il a instauré des projets pilotes dans sept ministères, dont celui des Finances.

« Les baisses d'impôt, les hausses de tarif, tout cela a un impact négatif sur le budget des femmes, qui sont moins riches que les hommes. »

Christiane Pelchat

En 1999, ce ministère a produit un « cadre d'analyse destiné à mesurer l'incidence des politiques de taxation sur la situation des femmes et des hommes ». Il y rappelait certaines évidences, à savoir que le revenu des femmes était en moyenne inférieur à celui des hommes, que 80,4 % des familles monoparentales étaient dirigées par une femme et que les femmes comptaient pour 77,5 % des personnes âgées seules. Pour lui, ces données démontrent que les femmes étaient les principales bénéficiaires des mesures prévues pour les groupes fragilisés. Et, ce faisant, qu'elles n'étaient pas pénalisées, bien au contraire. Bref, le ministère des Finances proposait une version minimaliste de l'ADS, qui prenait des allures de *statu quo*.

Le Conseil du statut de la femme, qui suivait de près ce dossier, ne s'y est pas trompé. Son économiste, Francine Lepage, a noté que l'analyse du ministère des Finances était incomplète. Au lieu de se baser sur le montant d'impôt moyen payé et sur le taux d'imposition des ménages, il aurait mieux fallu s'attarder aux individus, surtout à l'intérieur des ménages.

D'ailleurs, au ministère des Finances, presque toutes les informations sont basées sur le sexe du chef de famille, qui possède le revenu le plus élevé. Cela conduit tout droit au fameux transfert de crédit d'impôt entre conjoints, loin de faire l'unanimité. En 2006, 440 567 hommes ont inscrit une demande de transfert de crédit d'un conjoint à l'autre, comparativement à 96 214 femmes...

Mais la question plus globale qui se pose pour les ménages, c'est jusqu'où le revenu d'une personne doit-il être analysé et imposé en fonction de celui de son conjoint ou de sa conjointe ? En 2006, au Québec, les revenus de 70,1 % des hommes étaient suffisamment élevés pour être imposables, comparativement à 29,9 % des femmes. Le revenu moyen déclaré pour les hommes s'élevait à 40 994 \$, et à 25 847 \$ pour les femmes. Ces chiffres n'étonnent pas : les Québécoises gagnent en moyenne 70 % du salaire de leurs compatriotes masculins. « Les assurances privées, les tickets modérateurs, les baisses d'impôt, les hausses de tarif, tout cela a un impact négatif sur le budget des femmes, qui sont moins riches que les hommes », souligne Christiane Pelchat.

Plus fondamentalement, une véritable analyse sexospécifique doit conduire à des mesures de réduction des inégalités. N'est-ce pas là le rôle du gouvernement, au-delà des mesures ponctuelles pour aider les plus démunis ? « Il faut se demander si les mesures

fiscales ont pour effet de réduire ou d'accroître les écarts de revenus», dit Mme Pelchat.

Pour la présidente du CSF, non seulement les politiques fiscales doivent être exemptes de discrimination, mais elles doivent reposer sur une philosophie qui encourage les femmes à travailler à l'extérieur de la maison. À ce chapitre, le Québec fait beaucoup mieux que le reste du Canada avec sa politique familiale quasi exemplaire : services de garde abordables, allocations familiales universelles et assurance parentale n'excluant pas les travailleuses autonomes (ni les pères).

Ce n'est pas un hasard si les Québécoises ayant des enfants en bas âge sont plus nombreuses sur le marché du travail que les résidentes des autres provinces, soit 72 % au Québec pour les mères ayant un enfant de 3 ans ou moins, contre 66,7 % au Canada. Au Québec, le taux d'emploi des femmes

avec un jeune enfant n'était que de 65,5 % en 2002. Son bond à 72,1 % a été observé à la suite de l'amélioration de la politique familiale. «Qu'on vienne dire, après cela, que les politiques et la fiscalité n'ont pas d'impact sur les décisions des familles!» lance Mme Pelchat.

Manque d'outils... et de volonté

En 2006, l'adoption de la politique d'égalité entre les hommes et les femmes a rendu les études sexospécifiques encore plus pertinentes. Le gouvernement du Québec se donne 10 ans pour que l'analyse différenciée selon les sexes ait trouvé son chemin dans l'ensemble des ministères. Mais les écueils sont réels.

D'abord, les outils. Pour intégrer la dimension du genre dans les analyses, il faut avoir des données adéquates. Et

certains ministères sont moins bien pourvus que d'autres. Si le ministère de l'Éducation a pu procéder sans trop de problèmes à une analyse des habitudes de lecture des garçons et des filles, qui sera très utile aux bibliothèques municipales, d'autres ministères n'ont pas de données différencierées sous la main. C'est pourquoi le Secrétariat à la condition féminine étudie les politiques publiques en vigueur un peu partout dans le monde, afin de trouver sa propre voie.

Cependant, l'écueil principal reste le manque de connaissances. Rares sont les Québécois qui savent ce que signifie l'acronyme ADS, malgré l'enthousiasme que la recherche de l'égalité économique a suscité dans plusieurs pays. Bref, on en est encore à l'étape de la conscientisation. Et, à moins d'une volonté politique réaffirmée, il faudra beaucoup de temps avant que l'ensemble des politiques publiques soient sensibles au genre. ::

AIDE INTERNATIONALE, AIDE AUX FEMMES



Cela peut paraître étonnant, mais les exigences liées au genre se sont d'abord développées dans un contexte d'aide internationale. Des organismes comme USAID et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont réalisé depuis longtemps que le succès de leurs projets passe par l'amélioration des conditions de vie des femmes et par la reconnaissance de leur contribution, souvent immense. D'une manière ou d'une autre, l'économie non monétisée doit être prise en compte.

Ainsi, l'ACDI a financé des études au Kenya et au Malawi afin d'outiller leurs gouvernements pour qu'ils implantent des budgets sensibles au genre. Par exemple, un projet visant à appuyer la scolarisation des enfants dans un village sera voué à l'échec si les responsables ignorent que les fillettes doivent parcourir 6 km à pied chaque jour pour aller au puits. Dans ces circonstances, l'approvisionnement en eau potable est une condition indispensable à la scolarisation des filles...

Ce n'est pas pour rien qu'un des huit objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU est la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Pour suivre l'évolution de la situation, des indicateurs permettant de distinguer les comportements des femmes et des hommes sont indispensables.

LA CONSCIENCE VERTE

Unies à la terre par un lien particulier, les femmes multiplient les initiatives pour donner un peu de répit à la planète. Comme si, dans leurs veines, coulait un sang teinté de vert.

par Annie Mathieu

● consommation responsable, gestion des matières résiduelles, préservation des habitats naturels, lutte contre les substances toxiques dans les produits d'usage courant : les Québécoises se préoccupent de nombreux enjeux environnementaux. Et ce n'est pas qu'ici que bourgeonnent les groupes de femmes engagés dans des batailles écologiques. Depuis une trentaine d'années, des mobilisations de ce genre ont éclos partout sur la planète. Comment cet engagement des femmes envers l'environnement a-t-il pris racine ? Le terreau était fertile, répondent les expertes de la question.

« Lorsqu'il y a pénurie d'eau ou d'aliments, ce sont les femmes qui sont les plus touchées, car elles s'occupent de leur famille et sont généralement les plus pauvres », illustre d'entrée de jeu Heather Eaton, professeure titulaire du Département de théologie de l'Université Saint-Paul, à Ottawa. Même chose en cas de catastrophe naturelle. L'ONU et nombre d'organisations internationales consacrent des programmes d'aide à ces femmes, plus vulnérables aux changements d'humeur de la météo et aux désastres écologiques provoqués par les humains, explique Mme Eaton. « Ces instances internationales ont compris depuis belle lurette qu'un lien très fort unit les femmes et la terre. »

Pour la cofondatrice d'Équiterre, Laure Waridel, l'expression anglaise *Mother Earth* (« la terre mère ») illustre parfaitement cette relation « naturelle ». Les femmes et la terre ont en commun l'aspect nourricier, évoque-t-elle. La femme allaita son bébé comme la terre nourrit les humains. Les femmes seraient ainsi portées à protéger la terre comme elles protègent leur enfant.





La vice-présidente et cofondatrice du Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE), Lise Parent, croit également que les femmes s'intéressent à l'environnement parce que ce sont elles qui portent les enfants et qui, conséquemment, se préoccupent de leur santé. « Puisqu'elles sont encore responsables de plus de 70 % des achats des ménages, elles cherchent des outils pour agir concrètement », explique-t-elle.

L'écoresponsabilité, une initiative féminine

Fondé en 2000, le RQFE compte 350 femmes issues de milieux diversifiés qui élaborent des stratégies afin de promouvoir le développement durable, la protection de l'environnement et la santé. Il a notamment mis sur pied le Conseil québécois des événements écoresponsables (CQEER), qui aide les entreprises à diminuer leur empreinte environnementale lorsqu'elles organisent des événements en leur fournissant, par exemple, des trucs pratiques pour générer moins de déchets.

L'idée a germé lorsque quelques femmes ont constaté que les événements organisés par leurs entreprises polluaient terriblement. Un exemple? Un participant à une conférence produirait 30 kg de déchets en trois jours. « C'est cinq fois plus de déchets que dans son quotidien », peut-on lire sur le site Internet du CQEER.

Le Réseau a organisé son premier événement écoresponsable en 2005 : le colloque « Écodéfi », qui a réuni 450 participants venus discuter d'enjeux liés à la santé des femmes et à l'environnement. Vaisselle réutilisable, programme de recyclage pour limiter l'utilisation du papier, emploi de produits équitables et socialement plus responsables : les organisatrices

souhaitaient réduire au minimum les émissions de gaz à effet de serre.

« Notre événement a fait école », note fièrement Mme Parent. Depuis son lancement officiel en janvier 2008, le CQEER a soutenu quelque 2500 organisateurs d'événements. Il compte des conseillers dans huit régions du Québec. La prochaine étape? Une certification « écoresponsable ».

L'organisme offre aussi des formations sur les perturbateurs endocriniens, des agents chimiques qui se cachent dans de nombreux produits cosmétiques et de consommation courante, notamment. « Par le cordon ombilical, la mère transmet à son bébé plus de 110 substances toxiques, illustre Mme Parent, aussi professeure en toxicologie à la Téluq. Ces substances menacent notre santé. Elles mettent en péril le développement de nos enfants et celui des générations qui les suivront. » Les biberons en plastique rigide contenant du bisphénol A (BPA), interdits par le Canada l'automne dernier, ne représentent que la pointe de l'iceberg. « On trouve ce genre de substances nocives partout », déplore Mme Parent.

Le RQFE vise également à favoriser l'accès des femmes aux postes décisionnels dans le domaine de l'environnement. « Elles sont plus présentes sur le terrain, mais n'occupent pas les postes décisionnels », constate Lise Parent. L'initiative « L'environnement

Lise Parent, présidente et cofondatrice du Réseau québécois des femmes en environnement, un organisme qui outille concrètement les femmes naturellement inclinées à se préoccuper d'enjeux environnementaux.

se décide aussi au féminin » proposait, jusqu'à l'an dernier, un programme de mentorat qui jumelait des femmes d'expérience ayant occupé des postes de direction avec d'autres qui en étaient à leurs débuts ou à un tournant de carrière.

Un rendez-vous annoncé : l'écoféminisme

La représentation des femmes dans les postes décisionnels d'organismes voués à la défense de l'environnement préoccupe aussi Maude Prud'homme, militante écologiste de longue date. « Les filles sont chargées du secrétariat, de la logistique, de la bouffe et de plein d'autres tâches de ce genre, mais ce sont toujours des gars qui occupent les postes de porte-parole », dit-elle. C'est en cherchant à comprendre cette inégalité qu'elle s'est intéressée à l'écoféminisme.

Puis, en 2007, elle a rencontré Elsa Beaulieu, une féministe radicale qui souhaitait également faire le pont entre ses convictions féministes et ses intérêts environnementaux. C'a été le coup de foudre intellectuel. Depuis, elles travaillent ensemble à faire connaître l'écoféminisme, qui compte très peu d'adeptes au Québec. Qu'est-ce au juste? « C'est le lien entre l'écologie et la justice sociale, mais d'un point de vue féministe », définissent Maude et Elsa en chœur.

Pour Elsa Beaulieu et Maude Prud'homme, l'écoféminisme est une passerelle jetée entre l'écologie et la justice sociale dans une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes, entre les humains et la terre.



Caroline Hayeur / Agence Stock Photo

Pour soigner la terre, il faut savoir qui contribue à sa destruction et pourquoi. Et c'est la structure sociale patriarcale qu'il faut montrer du doigt, selon elles. « Elle produit à la fois l'oppression des humains et l'oppression et la destruction des écosystèmes », ajoute Elsa. De manière très résumée, la solution se trouverait dans l'établissement d'une société égalitaire. Mais ce cadre théorique, qui fait le parallèle entre la domination des femmes par les hommes et celle de la nature par les humains, ne convient pas à tout le monde.

Selon la professeure Heather Eaton, le terme *écoféministe* demeure impopulaire parce qu'il est méconnu, mais également parce qu'il contient le mot *féministe*, qui a généralement mauvaise presse. Elle préfère utiliser *écoféministe* comme « terme parapluie »,

sous lequel on cherche à comprendre les liens qui unissent la femme et la nature, le féminisme et l'écologie.

Même si elle ne l'aborde pas directement dans ses livres et ses conférences, Laure Waridel s'identifie à ce mouvement. « Le rapport de domination qu'entretiennent les humains avec les écosystèmes ressemble à celui des hommes sur les femmes dans plusieurs sociétés où leurs droits fondamentaux sont bafoués », explique-t-elle avant d'ajouter que les autochtones cultivent encore, dans bien des cas, une relation d'interdépendance avec la nature.

« Plus personne n'est en faveur de la discrimination basée sur le sexe, conclut Laure Waridel. Alors pourquoi se permettrait-on d'entretenir un rapport de domination et d'exploitation à l'égard de la nature ? »

DE LA GUINÉE AU LAC SAINT-PIERRE

En 2003, Valérie Lacourse s'est envolée vers la Guinée, en Afrique de l'Ouest, pour réaliser un projet multidisciplinaire dans le cadre de son baccalauréat en biologie. Son équipe et elle devaient étudier la qualité de l'eau dans les villages, puis sensibiliser les habitants aux questions de santé et d'hygiène. « Nous avons été surpris : il n'y avait que les hommes qui venaient chercher de l'information », explique-t-elle. Deuxième constat, encore plus frappant : l'information récoltée par les hommes ne se rendait pas dans les foyers, tenus par les femmes. « Celles qui pouvaient prendre le problème en main n'étaient tout simplement pas sollicitées ! »

Son expérience en Afrique l'amène à s'interroger sur le rôle des femmes dans l'éducation relative à l'environnement, un sujet qu'elle étudiera pour sa maîtrise en santé environnementale à l'UQAM. « Les femmes sont généralement responsables de l'alimentation et de la santé de leur famille. Elles sont donc les premières à remarquer et à subir les

impacts et la détérioration de leur environnement », écrit-elle dans son mémoire pour expliquer l'angle choisi, soit la problématique du lac Saint-Pierre selon une perspective écoféministe.

La biodiversité de la région du lac Saint-Pierre, en Montérégie, est menacée en raison d'un lourd passé industriel qui a contribué à la contamination de l'eau et des berges. Pour sa maîtrise, Valérie Lacourse a demandé à 12 femmes de la région de collaborer à sa recherche. Ensemble, elles ont développé un guide pédagogique, *L'itinéraire de la rive à l'épicerie*, pour retracer le chemin qu'empruntent le poisson pêché dans le lac et les autres aliments avant de se rendre dans les assiettes des habitants de la région.

Conclusion : les femmes sont un agent de changement incontournable dont il ne faut pas sous-estimer les ressources dans les luttes environnementales. Que ce soit en Guinée ou au lac Saint-Pierre.

30 ans d'audace

En 1979, nous vivions, comme Québécoises, une époque d'effervescence particulière. L'Année internationale des femmes, quatre ans auparavant, avait insufflé un vent de changement social. La *Gazette des femmes* a vu le jour en cette période de foisonnement d'idées. Je suis extrêmement honorée aujourd'hui de souffler les 30 bougies de ce magazine phare, reflet de l'engagement féministe au Québec, avec l'équipe du Conseil du statut de la femme.

Vouée à la promotion des droits des femmes et à l'amélioration de leurs conditions de vie, la *Gazette des femmes* a certainement contribué aux avancées dont bénéficient aujourd'hui les Québécoises. Dans les quelque 175 numéros parus, plusieurs articles de fond ont repoussé les tabous et amorcé de grands débats d'idées pour construire une société québécoise plus égalitaire.

Partage des tâches familiales, services de garde plus accessibles, sexismes dans les vidéos, santé des femmes, filles et sciences, pouvoir municipal, bon nombre de sujets abordés dès la première décennie sont encore criants d'actualité. Et la publication n'a cessé de se renouveler, de se dépasser, pour que les jeunes et les moins jeunes, les femmes et les hommes continuent de se mobiliser pour concrétiser l'égalité.

Malgré des progrès importants au Québec, plusieurs défis restent à relever, plusieurs débats restent à construire. Je saisissais l'occasion pour reitérer l'engagement du gouvernement pour l'avènement d'une véritable égalité des sexes et je souhaite longue vie à la *Gazette des femmes*, ce précieux outil d'information, témoin de la réalité des Québécoises depuis 30 ans!



Christine St-Pierre
Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Québec 

DÈS SEPTEMBRE 2009

LA GAZETTE GRATUITE SUR LE WEB!



De l'audace, des débats sur des sujets controversés, des dossiers d'envergure, des reportages des quatre coins de la planète, des entrevues avec des femmes et des hommes qui ont des idées : la *Gazette des femmes* s'adresse à votre intelligence. Une véritable référence pour toute personne qui s'intéresse à la condition des femmes au Québec et ailleurs dans le monde.



Inscrivez-vous à la liste d'envoi au
www.placealegalite.com

